

multirisques habitation

conditions d'assurances **AxiHome**



tout ce que vous devez savoir

Juin 2017

d'Assurance / **nei erfannen**



Sommaire

1 Définitions communes

6	
6	Accident
6	Accidentel
6	Assuré
6	Attentat
7	Ayant droit
7	Bâtiment désigné
7	Biens désignés
7	Bijoux
7	Chômage immobilier
8	Collection
8	Compagnie
8	Conflit du travail
8	Contenu
9	Débordement ou refoulement d'égouts publics
9	Dépendances
9	Documents constitutifs du contrat
9	Dommmages corporels
9	Dommmages matériels
10	Dommmages immatériels
10	Equipement d'alarme et de surveillance
10	Equipement domotique
10	Frais de conservation
10	Franchise
10	Glissement ou affaissement de terrain
11	Inondation
11	Locaux
11	Matériel multimédia
11	Matériel nomade
11	Mobilier
12	Mobilier de jardin
12	Objets de valeur
12	Objets personnels
12	Occupation
13	Préfabriqué
13	Pluie Torrentielle
13	Preneur d'assurance
13	Recours des locataires ou occupants
13	Recours des tiers (recours des voisins)
14	Résiliation
14	Responsabilité locative ou d'occupant
14	Sanitaires
14	Séjour temporaire
14	Serrure de sécurité / Serrure de sûreté
14	STATEC
14	Superficie
15	Suspension
15	Tempête

15	Tremblement de terre
15	Valeurs
15	Valeur à neuf
16	Valeur de reconstitution matérielle
16	Valeur du jour
16	Valeur réelle
16	Valeur vénale
16	Villégiature (bâtiment de -)
16	Vol
16	Zone inondable

2 Conditions générales communes à toutes les garanties

17	Objet
17	Formation du contrat et durée
17	Déclaration préliminaire
18	Déclarations de l'Assuré
18	Estimation des biens
19	Adaptation automatique des montants assurés, de la prime, des franchises et des limites d'indemnité
20	Déclarations à la souscription
21	Les déclarations en cours de contrat
22	Primes
23	Exclusions
24	Obligations et formalités à respecter en cas de sinistre
25	Estimation des dommages
26	Fixation de l'indemnité
27	Paiement de l'indemnité
28	Bénéficiaire de l'indemnité
28	Réversibilité
29	Règle de proportionnalité
30	Subrogation et recours
31	Sort des biens sinistrés
31	Cas de résiliation
33	Forme de la résiliation
33	Transmission d'un bien assuré
34	Domicile et correspondance
34	Protection des données
35	Autres assurances
35	Tarif
35	Contestation
35	Juridiction compétente
36	Prescription
36	Loi applicable

3 Conditions spéciales - incendie et périls connexes	37	
	37	Garanties
	38	Garanties complémentaires
4 Conditions spéciales tempête, grêle, pression de la neige ou de la glace	39	
5 Conditions spéciales - dégâts électriques	40	
6 Conditions spéciales - dégâts des eaux et perte d'huile minérale	41	
	41	Dégâts des eaux
	42	Perte d'huile minérale
	42	Obligation de prévention
7 Conditions spéciales - bris et fêlures de vitrages	43	
	43	Garantie
	43	Exclusions
8 Conditions spéciales - responsabilité civile immeuble	44	
	44	Etendue de la garantie
	44	Définitions
	45	Dommmages exclus
9 Conditions spéciales - extensions de garanties	46	
	46	Les garages
	46	La résidence de remplacement
	46	La résidence de villégiature
	46	La chambre d'étudiant
	47	La maison de repos
	47	Le local occupé à l'occasion d'une fête privée
	47	La sépulture
	47	La nouvelle adresse

10 Conditions spéciales - assistance	48	
	48	En dehors de tout sinistre assuré ou à l'occasion d'un sinistre assuré
	49	Lorsque, à la suite d'un sinistre assuré, le domicile est devenu inhabitable
11 Conditions spéciales - pertes indirectes	51	
	51	Etendue de la garantie
12 Conditions spéciales - tremblement de terre	52	
	52	Etendue de la garantie
	52	Exclusions
	52	Franchise
13 Conditions spéciales - pluies & inondations	53	
	53	Etendue de la garantie
	53	Biens désignés situés hors zone inondable
	53	Biens désignés situés en zone inondables
	53	Exclusions
14 Conditions spéciales - vol	55	
	55	Etendue de la garantie
	55	Garanties complémentaires
	56	Vols exclus
	57	Limites d'indemnité
	58	Mesures de sécurité
	58	Objets volés retrouvés
15 Conditions spéciales - responsabilité civile familiale	59	
	59	Objet de la garantie
	59	Définitions
	60	Etendue territoriale
	60	Adaptation automatique des montants assurés et de la prime
	60	Etendue de la garantie
	62	Période de garantie
	63	Recours fondé sur l'article 116 du Code des Assurances Sociales
	63	Exclusions

16 Conditions spéciales - protection juridique

65

65	Etendue de la garantie
68	Frais pris en charge par la Compagnie
68	Montant des garanties
69	Insolvabilité des tiers
69	Liberté de choix de l'avocat
70	Arbitrage
70	Subrogation

17 Conditions spéciales - matériel multimédia

71

71	Objet de la garantie
71	Exclusions
72	Indemnisation
73	Dispositions finales

18 Conditions spéciales - dommages aux biens

75

75	Objet et étendue de la garantie
75	Etendue territoriale
76	Exclusions
77	Indemnisation
77	Mesures obligatoires de sécurité
78	Evacuation : cas de suspension
78	Obligations de l'Assuré en cas de sinistre
79	Disposition spéciale
79	Objets volés ou disparus retrouvés

19 Conditions spéciales - garanties complémentaires

80

80	Frais de sauvetage
81	Frais de déblai et démolition
81	Frais de conservation et d'entreposage
81	Frais de logement provisoire
81	Chômage immobilier
81	Frais liés aux garanties dégâts des eaux et dégâts d'huile minérale
81	Frais liés à la garantie dégâts électriques
82	Frais liés à la garantie bris de vitrages
82	Frais de dépollution
83	Frais de remise en état des jardins
83	Frais d'expertise
83	Recours des locataires ou occupants
83	Recours des tiers

1 Définitions communes

Pour une meilleure compréhension du contrat, les **Assurés** sont invités à prendre connaissance des définitions qui suivent.

1.1 **Accident** (ne s'applique pas aux garanties Responsabilité civile et Protection juridique)

Événement qui est à la fois soudain, imprévu, non intentionnel, extérieur à l'**Assuré**, parfaitement identifiable dans l'espace et dans le temps, et qui a causé un **dommage matériel**.

1.2 **Accidentel**

Relatif à un accident.

1.3 **Assuré** (ne s'applique pas aux garanties Responsabilité civile et Protection juridique)

1.3.1 le **Preneur d'assurance**;

1.3.2 les personnes vivant à son foyer;

1.3.3 son personnel ainsi que celui des personnes vivant à son foyer;

1.3.4 toute autre personne que ce contrat qualifierait d'**Assuré**.

1.4 **Attentat**

Toute forme d'émeute, mouvement populaire, acte de terrorisme ou de sabotage, à savoir:

1.4.1 l'émeute: manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui révèle une agitation des esprits et se caractérise par du désordre ou des actes illégaux ainsi que par une lutte contre les organismes chargés du maintien de l'ordre public sans qu'il soit cherché pour autant à renverser des pouvoirs publics établis;

1.4.2 le mouvement populaire: manifestation violente même non concertée, d'un groupe de personnes qui, sans qu'il y ait révolte contre l'ordre établi, révèle cependant une agitation des esprits se caractérisant par du désordre ou des actes illégaux;

1.4.3 l'acte de terrorisme ou de sabotage: action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, économiques ou sociales, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant un bien:

- soit en vue d'impressionner le public et de créer un climat d'insécurité (terrorisme);
- soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise (sabotage).

1.5 Ayant Droit

Personne détenant un droit du fait de son lien avec le bénéficiaire direct de ce droit.

1.6 Bâtiment désigné

Ensemble des constructions entièrement closes et couvertes, séparées ou non se trouvant à la situation indiquée aux conditions particulières en ce compris :

- 1.6.1 les fondations ;
- 1.6.2 les cours ;
- 1.6.3 les clôtures et les haies ;
- 1.6.4 les garages situés à une autre adresse ;
- 1.6.5 les serres à usage privé ;
- 1.6.6 les installations photovoltaïques et panneaux solaires ;
- 1.6.7 les aménagements immobiliers attachés au fonds à perpétuelle demeure et qui ne peuvent être détachés du bâtiment sans être détériorés ou sans détériorer la partie de bâtiment à laquelle ils sont attachés à l'exclusion des cuisines équipées ;
- 1.6.8 les matériaux à pied d'oeuvre destinés à être incorporés au bâtiment.

1.7 Biens désignés

Tout **bâtiment désigné**, tout **contenu** mentionné aux conditions particulières.

1.8 Bijoux

Objets servant à la parure :

- 1.8.1 en métal précieux c'est-à-dire or, argent, platine ;
- 1.8.2 comportant soit une ou plusieurs pierres précieuses telles que diamant, émeraude, rubis, saphir, soit une ou plusieurs perles naturelles ou de culture.

1.9 Chômage immobilier

- 1.9.1 Il comprend :
 - 1.9.1.1 la privation de jouissance immobilière subie par le propriétaire ou l'occupant à titre gratuit, estimée à la valeur locative des constructions mentionnées au point 1.9.2 ci-après ;

- 1.9.1.2 la perte de loyer augmenté de ses charges subie par le bailleur si les constructions mentionnées au point 1.9.2 ci-après étaient effectivement données en location au moment du sinistre ;
- 1.9.1.3 la responsabilité contractuelle de l'**Assuré** pour les dommages précités.
- 1.9.2 Le chômage immobilier est limité aux constructions ou parties de constructions effectivement sinistrées ou rendues inutilisables par le sinistre. Il est limité à la durée normale de remise en état, **sans qu'elle puisse excéder 24 mois à compter de la date du sinistre.**

1.10 Collection

Réunion d'objets rassemblés et classés pour leur valeur documentaire, esthétique, pour leur prix ou pour leur rareté.

1.11 Compagnie

La société d'assurances AXA Assurances Luxembourg dont le social est situé au 1, place de l'Etoile – L-1479 Luxembourg, qui accorde les garanties.

1.12 Conflit du travail

Toute contestation collective sous quelque forme qu'elle se manifeste dans le cadre des relations du travail, en ce compris :

- 1.12.1 la grève: arrêt concerté du travail par un groupe de salariés, employés, fonctionnaires ou indépendants ;
- 1.12.2 le lock-out: fermeture provisoire décidée par une entreprise afin d'amener son personnel à composer dans un conflit du travail.

1.13 Contenu

Ensemble des biens repris ci-dessous qui se trouvent dans le **bâtiment désigné**, y compris ses cours et jardins, et qui appartiennent ou sont confiés à un **Assuré**.

Il comprend les rubriques suivantes :

- 1.13.1 le **meuble** y compris :
- les cuisines équipées ;
 - les biens appartenant aux hôtes à concurrence de 5.000 € et non repris dans la valeur assurée ;
- 1.13.2 le matériel ;
- 1.13.3 les animaux domestiques, d'élevage, ainsi que les animaux d'agrément (à l'exclusion de ceux qui vivent normalement à l'état sauvage, même s'ils ont été domestiqués). Ils sont garantis en tous lieux ;

1.13.4 les produits agricoles, horticoles, viticoles ou fruitiers ;

1.13.5 les seuls véhicules automoteurs à deux ou trois roues d'une cylindrée de maximum 50 cm³, ainsi que les engins automoteurs de jardinage.

Il ne comprend pas :

- **les pierres précieuses et les perles fines non montées ;**
- **les valeurs.**

1.14 Débordement ou refoulement d'égouts publics

Tout débordement ou refoulement d'égouts publics occasionnés par des crues, des précipitations atmosphériques, une tempête, une fonte de neige ou de glace.

1.15 Dépendances

Tous locaux attenants ou non au **bâtiment désigné** présentant un caractère de complémentarité avec celui-ci (tels que caves, greniers, remises, garages, débarras) et situés au lieu d'assurance tel que mentionné dans les conditions particulières.

1.16 Documents constitutifs du contrat

Le contrat est constitué :

- de la proposition d'assurance : elle reprend toutes les caractéristiques du risque renseignées par le **Preneur d'assurance** et permettant à la **Compagnie** d'avoir une appréciation correcte du risque ;
- des conditions d'assurances (conditions générales communes à toutes les garanties et conditions spéciales) : elles reprennent l'ensemble des règles qui régissent la vie du contrat ;
- des conditions particulières : elles sont adaptées de manière spécifique au risque à assurer et émises après acceptation de la proposition par la **Compagnie** ;

Elles mentionnent les caractéristiques et les garanties qui sont effectivement souscrites par le **Preneur d'assurance** dans le cadre du contrat.

1.17 Dommages corporels

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

1.18 Dommages matériels

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

1.19 Dommages immatériels

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, ou par un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice et qu'entraîne directement la survenance de **dommages corporels** ou de **dommages matériels**.

1.20 Equipement d'alarme et de surveillance

Ensemble d'appareils, interconnectés et installés de façon permanente à l'adresse indiquée aux conditions particulières, qui permettent de surveiller et de protéger les **biens désignés** contre les risques d'incendie ou d'intrusion.

1.21 Equipement domotique

Ensemble des technologies informatiques, électroniques, électriques et de télécommunications appliquées à la gestion d'une maison par le biais d'une unité centrale en utilisant un réseau électrique de basse tension afin d'assurer des fonctions de confort, de sécurité, de surveillance, de gestion d'énergie, de communication entre appareils ménagers intégrés au système ou de gérer des automatismes, y compris les appareils qui y sont reliés.

1.22 Frais de conservation

Ils concernent, pendant la durée normale de reconstruction ou de reconstitution des biens sinistrés, les mesures prises pour éviter une aggravation des dégâts matériels aux biens assurés et sauvés, ainsi que les frais de déplacement et remplacement desdits biens, en vue de permettre la réparation des biens sinistrés.

1.23 Franchise

Part de préjudice restant à la charge du preneur d'assurance lors d'un sinistre. Les franchises se cumulent entre elles le cas échéant.

1.24 Glissement de terrain

Mouvement d'une masse importante de terrain dû en tout ou en partie à un phénomène de descente de masse de terre sur une pente, sur un plan de glissement et qui détruit ou endommage des biens.

Affaissement de terrain

Abaissement du sol sous l'effet de mouvements tectoniques ou sous l'influence de forces externes (effondrements de cavités naturelles ou artificielles)

1.25 Inondation

Débordement d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau, submersion des terrains avoisinant le lit mineur d'un cours d'eau ou présence anormale d'une grosse quantité d'eau dans un local.

1.26 Locaux

Bâtiment désigné ou partie de celui-ci dans lequel se trouve le **contenu**.

1.27 Matériel multimédia

Ensemble des biens repris ci-dessous dont l'**Assuré** est propriétaire :

- ordinateur, tablette, console de jeu, appareils périphériques de type imprimante, écran, modem, clavier, diskdrive, lecteur de musique ;
- appareil photo numérique, caméscope numérique ;
- téléphone, répondeur, smartphone, centrale téléphonique, fax, scanner, copieur ;
- téléviseurs et écrans plats, installation Home Cinéma, et chaine haute-fidélité.

1.28 Matériel nomade

Qualifie tout **matériel multimédia** qui peut être utilisé sans être relié à une installation fixe.

1.29 Mobilier

Tout bien meuble en ce compris tout agencement fixe ou tout aménagement apporté par les locataires ou occupants.

Ce mobilier ne comprend pas :

- le matériel ;
- les marchandises ;
- les animaux ;
- les produits agricoles, horticoles, vinicoles ou fruitiers ;
- les véhicules automoteurs.

1.30 Mobilier de jardin

Ce mobilier comprend, **à l'exclusion des objets de décoration**: les meubles de jardins, les parasols, les chaises longues, les coussins, les barbecues, les chauffages de terrasse, les jeux d'enfants de type maisonnette en kit, trampoline, balançoire ou toboggan.

1.31 Objets de valeur

Il faut entendre par « objets de valeurs » :

- les **bijoux**, les montres, les pierres précieuses, les pierres fines, les perles, les objets en métal précieux massif (or, argent, vermeil et platine), lorsque ces objets ont une valeur unitaire supérieure à 250 € ou une valeur globale supérieure à 1.500 € ;
- les meubles d'époque, les pendules, les objets d'art (sculptures, vases, tableaux, dessins d'art, ...), les tapisseries, les tapis, les objets en ivoire et en pierres fines, les armes anciennes, les livres rares, les fourrures ainsi que tous les autres objets rares ou précieux, dès lors que ces objets ont une valeur unitaire supérieure à 1.250 € ;
- les **collections** de toutes natures lorsque leur valeur totale est supérieure à 1.250 €.

1.32 Objets personnels

Tous vêtements et objets du **contenu** appartenant à l'**Assuré** et emportés dans le cadre d'un **séjour temporaire, à l'exclusion** :

- des **bijoux**, billets de banque, titres de toute nature, objets ou métaux rares ou précieux ;
- du **matériel multimédia** ;
- des instruments de musique ;
- des matériels utilisés dans le cadre de la pratique de sports, de la chasse ou de la pêche.

1.33 Occupation

1.33.1 **Occupation régulière** : se dit de **locaux** occupés toutes les nuits. Toutefois pendant les douze mois précédant un sinistre, la **Compagnie** accepte une inoccupation pendant 150 nuits, dont maximum 110 consécutives ;

1.33.2 **Occupation irrégulière** : se dit d'une occupation qui ne répond pas à la définition reprise au point 1.33.1 ci-dessus.

1.34 Pluie torrentielle

Tout événement météorologique (de type « orage ») qui occasionne le déversement d'une quantité importante d'eau en moins de 24 heures sur une région limitée.

1.35 Préfabriqué (construction de type)

Construction montée sur le terrain à bâtir au départ d'éléments totalement ou partiellement pré assemblés en usine.

1.36 Preneur d'assurance

La personne qui souscrit le contrat et à laquelle incombe le paiement de la prime ou toute personne qui lui sera substituée par accord des parties, ou les ayants-droit du **Preneur d'assurance** en cas de décès de ce dernier.

1.37 Recours des locataires ou occupants

La responsabilité que l'**Assuré** encourt à la suite d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien du bâtiment désigné pour :

1.37.1 les **dégâts matériels** ;

1.37.2 les frais repris aux conditions spéciales « garanties complémentaires ».

L'**Assuré** doit encourir cette responsabilité en qualité :

- soit de bailleur, en vertu de l'article 1721, deuxième alinéa, du Code civil, à l'égard des locataires ;
- soit de propriétaire, à l'égard des occupants autres que locataires.

1.38 Recours des tiers (recours des voisins)

La responsabilité que l'**Assuré** encourt en vertu des articles 1382 à 1386 du Code civil pour :

1.38.1 les dégâts matériels causés par un sinistre garanti se communiquant à des biens qui sont la propriété de tiers ;

1.38.2 les frais repris aux conditions spéciales « garanties complémentaires » lorsqu'ils ont été exposés par lesdits « tiers » exceptés ceux mentionnés aux points 19.7, 19.8 et 19.9 ;

1.38.3 le chômage commercial subi par lesdits « tiers ».

On entend par « tiers » toute personne autre qu'un **Assuré**.

1.39 Résiliation

Arrêt définitif du contrat d'assurance, de ses effets et de ses garanties y relatives.

1.40 Responsabilité locative ou d'occupant

La responsabilité des dégâts matériels que l'**Assuré** encourt en vertu des articles 1302 et 1732 à 1735 du Code civil, s'il résulte des conditions particulières que l'**Assuré** est couvert en qualité d'occupant ou de locataire.

1.41 Sanitaires

Les éviers, lavabos, baignoires, bacs de douche, toilettes et bidets.

1.42 Séjour temporaire

Cette notion suppose que l'**Assuré** loge au minimum 1 nuit et au maximum 90 jours consécutifs à une adresse autre que celle de son lieu de résidence habituel.

1.43 Serrure de sécurité / Serrure de sûreté

Il faut entendre par « serrure de sécurité ou de sûreté » :

- pour les portes basculantes : un système de blocage des roues dans leurs rails ou une serrure ; à deux points d'ancrage, ou deux verrous de sécurité ou une commande électrique ;
- pour les portes coulissantes : un verrou de sécurité en plus du système de fermeture ou une commande électrique.
- pour les autres portes : une serrure à double tour comportant un mécanisme à cylindre ou à pompe.

1.44 STATEC

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques du Luxembourg.

1.45 Superficie

Elle correspond à surface totale additionnée des rez-de-chaussée et de chacun des niveaux évalués à partir de l'extérieur des murs de façades, de l'ensemble des constructions composant le **bâtiment désigné**. **Ne sont pas prises en compte les toitures formant terrasse.**

1.46 Suspension

Opération par laquelle la **Compagnie** cesse d'accorder sa couverture. Le contrat continue d'exister, il n'est ni résilié, ni frappé de nullité.

1.47 Tempête

Il faut entendre par « tempête » :

- action du vent mesurée à une vitesse de pointe d'au moins 80km/h par la station météorologique la plus proche du bâtiment;
- action du vent endommageant d'autres biens situés dans les 10km du bâtiment et assurables contre le vent de tempête ou qui présentent une résistance équivalente aux biens assurables.

1.48 Tremblement de terre

Séisme d'origine naturelle :

- enregistré avec une magnitude minimale de 4 degrés sur l'échelle ouverte de Richter ou
- qui détruit, brise ou endommage des biens assurables contre ce péril dans les 10km du **bâtiment désigné** ainsi que l'**inondation**, le débordement, **refoulement d'égouts publics**, le glissement ou l'affaissement de terrain qui en résulte.

1.49 Valeurs

Les lingots de métaux précieux, les monnaies, billets de banque, timbres, cartes minicash, titres d'actions, d'obligations ou de créance (notamment les chèques-services, chèques-repas,...), chèques (à l'exclusion des formules non signées par un tireur autorisé), ou autres effets.

1.50 Valeur à neuf

1.50.1 Pour le **bâtiment désigné**, le prix coûtant de sa reconstruction à neuf, y compris les honoraires d'architectes, bureaux d'études ainsi que, s'ils ne sont pas fiscalement récupérables ou déductibles, les taxes et droits généralement quelconques ;

1.50.2 Pour le **mobilier**, le prix coûtant de sa reconstitution à neuf, y compris, s'ils ne sont pas fiscalement récupérables ou déductibles, les taxes et droits généralement quelconques.

1.51 Valeur de reconstitution matérielle

Les frais de duplication à l'exclusion des frais de recherches et d'études qui sont spécifiquement à charge de l'**Assuré**.

1.52 Valeur du jour

La valeur de bourse ou de marché d'un bien, au jour du sinistre.

1.53 Valeur réelle

Valeur à neuf, vétusté déduite.

Par vétusté, on entend la dépréciation du bien en fonction de son âge et de son degré d'usure.

1.54 Valeur vénale

Le prix d'un bien que l'**Assuré** obtiendrait normalement s'il le mettait en vente sur le marché national au jour du sinistre.

1.55 Villégiature (bâtiment de -)

Tout bâtiment partout dans le monde, ne répondant pas nécessairement aux critères énumérés au point 1.6 des présentes définitions communes et qui aurait été loué par un **Assuré** ou mis gratuitement à sa disposition pour un **séjour temporaire**, étant entendu que le **bâtiment désigné** lui sert de résidence habituelle.

1.56 Vol

Par **vol**, on entend le fait pour une personne de soustraire frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas. Est assimilé au **vol**, le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané.

1.57 Zone inondable

Zone géographique susceptible d'être inondée. Il s'agit de toute surface naturelle ou aménagée ayant la capacité de retenir temporairement :

- les eaux de crue ayant débordé des berges d'un cours d'eau,
- les eaux de ruissellement d'un versant,
- les eaux de remontée des nappes.

2 Conditions générales communes à toutes les garanties

Les présentes conditions générales communes sont applicables à l'ensemble des conditions spéciales suivantes et pour autant qu'il n'y soit pas expressément dérogé par ces dernières ou par les conditions particulières du contrat.

2.1 Objet

Ce contrat a pour objet de garantir dans les limites contractuelles, l'indemnisation des dommages que peuvent subir ou dont sont responsables du fait d'un sinistre frappant les **biens désignés**, l'**Assuré** et toute personne pour compte ou au profit de laquelle l'assurance est conclue.

2.2 Formation du contrat et durée

Le contrat est formé par la signature des parties contractantes.

Il prend effet à la date indiquée aux conditions particulières.

L'heure de la prise et de la cessation d'effet de l'assurance est fixée à 0 heure, sauf stipulation contraire.

Les mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

L'assurance est conclue pour la durée prévue aux conditions particulières.

Néanmoins, le **Preneur d'assurance** et la **Compagnie** ont le droit de résilier l'assurance chaque année à l'échéance annuelle de la prime, ou, à défaut à la date d'anniversaire de la prise d'effet du contrat, en envoyant une lettre recommandée à l'autre partie au moins trente jours avant cette date dans le chef du **Preneur d'assurance** et au moins soixante jours dans le chef de la **Compagnie**.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, pour les contrats à primes annuelles, le **Preneur d'assurance** a le droit de résilier le contrat endéans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'avis d'échéance de la prime annuelle.

A la fin de la durée initiale d'assurance, l'assurance est reconduite tacitement d'année en année, sauf lorsqu'elle est conclue pour une durée inférieure à une année.

En aucun cas, la durée de la tacite reconduction ne peut être supérieure à une année.

2.3 Déclaration préliminaire

Que l'**Assuré** soit propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit du **bâtiment désigné** (ou d'une partie de celui-ci) ou qu'il ne fasse assurer que du **contenu**, toutes les conditions suivantes doivent, à tout moment, être remplies, à moins qu'il n'y soit expressément dérogé aux conditions particulières.

2.3.1 Murs extérieurs

Les murs extérieurs (murs mitoyens et fondations compris) de chaque construction doivent comporter, à raison de 50% au moins, des matériaux incombustibles (hors revêtements).

Toutefois, les murs extérieurs des **dépendances** ou annexes des constructions servant d'habitation peuvent être en n'importe quel matériau dans la mesure où elles ne sont pas utilisées à des fins professionnelles.

Sont également garanties, les constructions de type **préfabriqué** et les constructions dont les murs ou panneaux extérieurs sont incombustibles mais reposent sur des murs portant combustibles ou sont fixés sur des supports combustibles.

2.3.2 Usage

Le **bâtiment désigné** peut servir d'habitation et de garage privé.

Si l'**Assuré** est propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit d'une partie du **bâtiment désigné**, seul l'usage de cette dernière est pris en considération.

2.4 Déclarations de l'Assuré

Le contrat est établi et la prime est fixée sur la foi des renseignements fournis à la **Compagnie**.

L'**Assuré** doit notamment déclarer les qualités en lesquelles il agit et la nature des bâtiments à assurer.

2.5 Estimation des biens

En dehors des garanties de responsabilités, où l'évaluation intervient en **valeur réelle**, les règles suivantes sont d'application.

2.5.1 Bâtiment

Le bâtiment doit être assuré en **valeur à neuf** si l'**Assuré** est propriétaire ou en **valeur réelle** si l'**Assuré** est locataire. La valorisation s'établit sur soit sur base de la **superficie** du **bâtiment désigné**, soit sur base des montants pour lesquels l'**Assuré** sollicite la couverture.

2.5.2 Contenu

2.5.2.1 Mobilier

Le **mobilier** est assuré en **valeur à neuf, excepté** :

- le linge, les effets d'habillement qui sont couverts en **valeur réelle** ;
- le **matériel multimédia**, les **équipements domotiques** et les **équipements d'alarme et de surveillance** sont couverts en **valeur à neuf** déduction faite d'une vétusté déterminée de la façon suivante :

		Age du bien *				
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 2 ans	> 2 an et ≤ 3 ans	> 3 an et ≤ 4 ans	> 4 ans
Vétusté à déduire pour	matériel multimédia	0%	20%	35%	50%	75%
	<ul style="list-style-type: none"> • équipement d'alarme et de surveillance • équipement domotique 	3% par an maximum 75%				

* durée qui sépare la date d'achat du matériel de la date de survenance du sinistre.

Le montant ainsi obtenu ne peut dépasser la **valeur à neuf** de biens de performances comparables ;

- les appareils électriques et électroniques, sauf ceux visés au point précédent, qui sont couverts en **valeur à neuf** déduction faite d'une vétusté de 8% par année d'ancienneté. Le montant ainsi obtenu ne peut dépasser la **valeur à neuf** de biens de performances comparables ;
- les **objets de valeur** qui sont couverts en **valeur vénale**, à moins qu'une valeur n'ait expressément été agréée par les parties contractantes ;
- le **meuble** confié à un **Assuré** (tel que celui qui lui a été loué ou prêté), à l'exception des **objets de valeur**, qui est couvert en **valeur réelle**.

2.5.2.2 Les animaux sont assurés en **valeur du jour**, sans tenir compte de leur valeur de concours ou de compétition.

2.5.2.3 Les **valeurs** sont assurées en **valeur du jour**.

2.5.2.4 Les **véhicules automoteurs** (tels que précisés au point 1.13.5 des définitions communes) et les remorques sont assurés en **valeur réelle**.

2.6 Adaptation automatique des montants assurés, de la prime, des franchises et des limites d'indemnité

2.6.1 Indice applicable

2.6.1.1 Les montants assurés mentionnés aux conditions particulières et la prime sont automatiquement adaptés à l'échéance de la prime :

- pour le **bâtiment désigné** : selon le rapport existant entre l'indice semestriel du coût de la construction en vigueur à ce moment et celui indiqué aux dernières conditions particulières ;
- pour le **contenu** : selon le rapport existant entre l'indice semestriel des prix à la consommation en vigueur à ce moment et celui indiqué aux dernières conditions particulières.

2.6.1.2 les limites d'indemnité et les franchises mentionnées aux présentes conditions d'assurances sont adaptées selon le rapport existant entre l'indice semestriel des prix à la consommation en vigueur au moment du sinistre et celui indiqué à l'avenant zéro des conditions particulières.

2.6.2 Détermination des indices

L'indice semestriel du coût de la construction est fixé officiellement par le **STATEC**.

2.6.3 Adaptation des montants assurés en cas de sinistre

En cas de sinistre, les montants assurés sont calculés, par référence au jour du sinistre, en prenant en considération le dernier indice connu s'il excède l'indice appliqué pour déterminer la dernière prime annuelle ou, à défaut de prime annuelle, s'il excède l'indice mentionné dans les dernières conditions particulières.

2.6.4 Modifications à la demande de l'Assuré

Indépendamment de leur adaptation automatique, l'**Assuré** peut modifier les montants assurés, à tout moment, par courrier simple, afin de les mettre davantage en concordance avec les évaluations évoquées au point 2.5 ci-avant.

2.7 Déclarations à la souscription

Le contrat est établi d'après les renseignements fournis par le **Preneur d'assurance** à la **Compagnie**.

2.7.1 Omissions et inexactitudes non intentionnelles

En cas d'omission ou de déclaration inexacte non intentionnelle, la **Compagnie** peut proposer, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de cette déclaration, une modification du contrat avec effet au jour de cette connaissance.

Mais si la **Compagnie** prouve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque, elle peut résilier le contrat dans le même délai que celui mentionné ci-dessus.

Si la proposition de modification du contrat est refusée par le **Preneur d'assurance** ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la **Compagnie** peut résilier le contrat dans les quinze jours.

Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou la **résiliation** ait pris effet, la **Compagnie** doit fournir la prestation. Si l'omission ou la déclaration inexacte peut être reprochée au **Preneur d'assurance**, la **Compagnie** n'est tenue de fournir la prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que le **Preneur d'assurance** aurait dû payer.

2.7.2 Omissions et inexactitudes intentionnelles

Si la **Compagnie** établit qu'une omission intentionnelle ou une inexactitude intentionnelle dans la déclaration des risques l'a induite en erreur, le contrat d'assurance est nul, les primes échues jusqu'au moment où elle en a eu connaissance lui restant acquises.

Si cette découverte est faite à l'occasion d'un sinistre, la **Compagnie** pourra décliner sa garantie. En outre, elle se réserve le droit de réclamer le remboursement de toutes sommes qui auraient été versées précédemment au titre d'indemnités.

2.8 Les Déclarations en cours de contrat

Le **Preneur d'assurance** doit déclarer à la **Compagnie**, par lettre recommandée, toute modification des circonstances qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans un délai de huit jours.

2.8.1 Diminution du risque

Lorsque le risque de survenance de l'événement assuré a diminué d'une façon sensible et durable à tel point que, si cette diminution avait existé au moment de la souscription du contrat, la **Compagnie** aurait certainement consenti l'assurance à des conditions différentes de celles existantes, cette dernière est tenue d'accorder une diminution de la prime avec effet au jour où elle a eu connaissance de cette diminution.

Si, dans le délai d'un mois à compter de la demande de diminution par le **Preneur d'assurance**, les parties ne parviennent pas à un accord sur la prime nouvelle, le **Preneur d'assurance** peut résilier le contrat.

2.8.2 Aggravation du risque

Le **Preneur d'assurance** a l'obligation de déclarer les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible :

- du risque de survenance de l'événement assuré ;
- ou de l'intensité de ce risque.

Constituent notamment des éléments d'aggravation éventuelle du risque :

- la modification du **bâtiment désigné**, de son usage, du type de son occupation ;
- le changement de **bâtiment désigné** ;
- la modification des paramètres pris en considération dans le système d'abrogation de la règle de proportionnalité des montants.

La requalification de la zone habitable en **zone inondable** telle que définie au point 1.57, si le Preneur d'assurance en est informé par sa Commune.

En cas d'aggravation de manière telle que si elle avait existé au moment de la souscription du contrat d'assurance, la Compagnie n'aurait pas consenti celle-ci aux mêmes conditions, elle doit, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation, proposer la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.

Si la **Compagnie** apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré cette aggravation, elle peut résilier le contrat dans le même délai que celui prévu ci-dessus.

Dans le cas où la proposition de modification du contrat serait refusée par le **Preneur d'assurance** ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, le **Preneur d'assurance** ne l'a pas acceptée, la **Compagnie** peut résilier le contrat dans les quinze jours.

Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou la **résiliation** ait pris effet, la **Compagnie** doit fournir la prestation. Il en est de même lorsque le défaut de déclaration de l'aggravation ne peut être reproché au **Preneur d'assurance**.

Si le défaut de déclaration de l'aggravation peut être reproché au **Preneur d'assurance**, la **Compagnie** n'est tenue de fournir la prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que le **Preneur d'assurance** aurait dû payer.

Toutefois, si la **Compagnie** apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, sa prestation est limitée au remboursement des primes payées afférentes à la période postérieure à l'aggravation.

2.9 Primes

2.9.1 Modalités de paiement

Les primes (ou, dans le cas de fractionnement de celles-ci, les fractions de primes) ainsi que les frais, taxes, charges et accessoires légalement admis, sont payables d'avance au domicile de la **Compagnie** ou du mandataire désigné par elle à cet effet.

A chaque échéance annuelle de prime, la **Compagnie** avise le **Preneur d'assurance** de la date de l'échéance annuelle du contrat, du montant de la somme dont il est **redevable** ainsi que de l'existence, des modalités du droit de résiliation, de la date jusqu'à laquelle ce droit de résiliation peut être exercé et le cas échéant d'une majoration tarifaire.

A défaut de paiement d'une prime ou d'une fraction de prime dans les 10 jours de son échéance et indépendamment du droit pour la **Compagnie** de poursuivre l'exécution du contrat en justice, la garantie est suspendue à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi au **Preneur d'assurance** d'une lettre recommandée au dernier domicile connu.

La lettre recommandée comporte mise en demeure du **Preneur d'assurance** de payer la prime échue, rappelle la date d'échéance et le montant de cette prime et indique les conséquences du défaut de paiement à l'expiration du délai prévu ci-dessus.

Aucun sinistre survenu pendant la période de **suspension** ne peut engager la garantie de la **Compagnie**.

Celle-ci a le droit de résilier le contrat d'assurance 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours visé ci-avant.

La **suspension** de la garantie ne porte pas atteinte aux droits de la **Compagnie** de réclamer les primes venant ultérieurement à échéance.

Le contrat non résilié reprend ses effets pour l'avenir le lendemain à zéro heure du jour où ont été payées la prime échue ou, en cas de fractionnement de la prime annuelle, les fractions de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de **suspension** ainsi que, le cas échéant, les frais de poursuite et de recouvrement.

Le paiement peut se faire directement à la **Compagnie** ou au mandataire désigné par elle à cet effet.

Ce droit est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

La garantie suspendue pour défaut de paiement de la prime est résiliée d'office après une **suspension** continue de 2 ans.

2.9.2 Frais administratifs

En cas de non paiement de la prime, la **Compagnie** se réserve le droit de réclamer au **Preneur d'assurance** les frais administratifs liés à ce retard. Ceux-ci sont dus pour chaque envoi recommandé et calculés forfaitairement sur base de deux fois et demi le tarif officiel des envois recommandés de la Poste.

2.10 Exclusions

Les présentes exclusions sont applicables à toutes les garanties mentionnées dans les conditions spéciales du présent contrat d'assurance.

Ne sont jamais couverts :

- **les dommages occasionnés par la faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré ou bien avec sa complicité ;**
- **les dommages se rattachant directement ou indirectement à :**
 - **un cataclysme de la Nature (irruption volcanique, ...)**, à l'exception des dommages couverts au titre des garanties « tempête, grêle, pression de la neige », « **tremblement de terre** » et « pluies & inondations » ;
 - **une chute de pierres ou de rochers ;**
- **les dommages résultant d'une guerre ou des faits de même nature, d'une agression bactériologique ou chimique, d'une guerre civile**, légitime défense exceptée, et sauf s'il est prouvé que la victime n'y a pris aucune part active ;
- **les dommages se rattachant directement ou indirectement à une mesure de réquisition sous toute forme, à une occupation totale ou partielle du bâtiment désigné ou de son contenu, par une force militaire ou de police, armée ou non, par des combattants réguliers ou irréguliers, armés ou non ;**

- les dommages se rattachant directement ou indirectement à des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation, provenant de transmutation de noyaux d'atome ou de la radioactivité ou encore de radiation provoquée par la radiation artificielle de particules ou de tout phénomène atomique ;
- les dommages survenus alors que l'Assuré ne prend pas ou ne maintient pas certaines mesures que lui impose le contrat relativement à l'état matériel des biens désignés ou aux dispositifs de protection de ceux-ci, sauf s'il apporte la preuve que son manquement est sans relation avec le sinistre ;
- les dommages causés au contenu par un changement de température résultant d'un arrêt ou d'un dérangement dans la production du froid ou de la chaleur, quelle que soit l'origine de cet arrêt ou de ce dérangement, lorsqu'il résulte d'un sinistre qui n'est pas assuré par le présent contrat.

2.11 Obligations et formalités à respecter en cas de sinistre

En cas de sinistre, et sous peine de se voir opposer par la **Compagnie** une réduction de sa prestation à concurrence du préjudice qu'elle a subi, l'**Assuré** et/ou le **Preneur d'assurance** doivent :

- 2.11.1 prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du sinistre ;
- 2.11.2 déclarer le sinistre à la **Compagnie** par écrit (de préférence par lettre recommandée) ou verbalement contre récépissé, dès que possible et au plus tard dans les 8 jours sauf cas fortuit ou de force majeure.

Toutefois, ce délai est réduit à vingt-quatre heures :

- 2.11.2.1 en cas de sinistre affectant des animaux ;
- 2.11.2.2 en cas de **conflit du travail** ou d'**attentat** ;
- 2.11.2.3 en cas de **vol**, de tentative de **vol** ou d'effraction immobilière ; de plus, l'**Assuré** s'oblige :
 - à déposer immédiatement plainte auprès des autorités judiciaires ;
 - à prendre toutes les mesures conservatoires, notamment si des titres au porteur, chèques ou autres **valeurs** ont été volés.
- 2.11.3 indiquer dans la déclaration du sinistre, la date, la nature, les causes, les circonstances, les conséquences et le lieu du sinistre, les noms, prénoms, âge et domicile des personnes lésées, le nom et l'adresse de l'auteur des dommages et, si possible, des témoins, indiquer s'il a été établi un procès-verbal ou un constat par les représentants de l'autorité.

Si de mauvaise foi, le **Preneur d'assurance** ou l'**Assuré** fait de fausses déclarations sur la date, la nature, les causes, les circonstances et les conséquences d'un sinistre, la **Compagnie** peut décliner sa garantie ;

- 2.11.4 dans les assurances de la responsabilité civile, le **Preneur d'Assurances** s'engage à transmettre à la **Compagnie**, dès leur réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même, à ses préposés ou à tous autres intéressés, sous peine, en cas de négligence, de tous dommages et intérêts dus à la **Compagnie** en réparation du préjudice qu'elle a subi ;
- 2.11.5 s'abstenir de toute reconnaissance de responsabilité, transaction, fixation de dommage, de tout paiement ou toute promesse d'indemnisation.
- 2.11.6 en cas de **dommages matériels** aux **biens désignés** :
- ne pas procéder ou faire procéder à des réparations avant vérification par la **Compagnie** ou accord de cette dernière ;
 - ne pas délaisser, même partiellement, les biens sinistrés avant expertise et accord de la **Compagnie** ;
 - ne pas détruire ou jeter les biens sinistrés avant vérification par la **Compagnie** ;
 - ne pas apporter sans nécessité aux biens sinistrés des modifications de nature à rendre impossible ou plus difficile la détermination des causes du sinistre ou l'estimation des dommages.
 - dans le cadre de la garantie « pluies & inondations », et en cas de construction sur un terrain en zone inondable, le **Preneur** devra fournir à la **Compagnie** une copie de l'autorisation de construction délivrée par les autorités comportant toutes les conditions de construction. A défaut, la **Compagnie** se réserve le droit de ne pas prendre en charge le sinistre.

2.12 Estimation des dommages

Les dégâts matériels aux **biens désignés** sont estimés au jour du sinistre en tenant compte des modalités prévues au point 2.5.

- 2.12.1 La vétusté d'un bien sinistré ou de la partie sinistrée d'un bien sera déduite en cas d'assurance en **valeur à neuf**, pour la partie qui excède 30% de la **valeur à neuf**, cette proportion étant portée à 40% pour les sinistres affectant la garantie « **tempête**, grêle, pression de la neige ou de la glace ».
- 2.12.2 Sans préjudice du recours à la voie judiciaire, les dégâts matériels, les dommages résultant du sinistre, la valeur des **biens désignés** avant sinistre et leur pourcentage de vétusté ainsi que, le cas échéant, la durée normale de reconstruction sont estimés de gré à gré. Dans le cas contraire, ils sont estimés par deux experts nommés respectivement par le **Preneur d'assurance** et la **Compagnie**.
- En cas de désaccord, ces experts s'adjoignent un troisième expert avec lequel ils forment un collège qui statue à la majorité des voix, mais, à défaut de majorité, l'avis du troisième expert prévaut.

Faute pour l'une des parties de nommer son expert, cette nomination est faite à la requête de la partie la plus diligente par le Président du Tribunal d'arrondissement du domicile du **Preneur d'assurance**. Si le domicile du **Preneur d'assurance** est à l'étranger, le Président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg-ville sera compétent.

Il en est de même si les deux experts ne s'entendent pas sur le choix du troisième expert ou si l'un d'eux ne remplit pas sa mission.

Les experts donnent également leur avis sur les causes du sinistre et procèdent, si nécessaire, au contrôle du système d'abrogation de la règle de proportionnalité des montants.

Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son expert, et la moitié des frais et honoraires du troisième expert ainsi que des frais de sa nomination par le tribunal.

L'expertise ou toute opération faite dans le but de fixer le montant des dommages ne préjudicie en rien aux droits et exceptions que la **Compagnie** pourrait invoquer. Elle n'oblige donc pas la **Compagnie** à indemniser les dommages.

Il en est de même des mesures prises pour les biens sauvés et la garde des biens sinistrés.

Dans la mesure où le contrat garantit des biens au profit ou pour compte d'une personne différente du **Preneur d'assurance**, celle-ci demeure étrangère à l'estimation des dommages et des frais de sauvetage.

2.13 Fixation de l'indemnité

2.13.1 L'indemnisation des dommages assurés s'opère suivant les présentes conditions et compte tenu des limites d'indemnité qui sont convenues au contrat.

L'indemnisation comprend, pour autant que le **bâtiment désigné** sinistré soit reconstruit ou remplacé, tous taxes et droits supportés par l'**Assuré**, dans la mesure où il ne peut fiscalement ni les récupérer ni les déduire.

2.13.2 Règles complémentaires relatives à l'indemnisation du **bâtiment désigné**.

2.13.2.1 Son indemnisation en **valeur à neuf** est nécessairement subordonnée à sa reconstruction, reconstitution ou remplacement.

2.13.2.2 En cas de non-reconstruction, de non-remplacement, l'indemnité du bâtiment assuré en **valeur à neuf** est limitée à 80% des dommages estimés en **valeur à neuf**, vétusté déduite conformément au point 2.12.1 sans préjudice de l'application des autres dispositions du contrat afférentes à la réduction de la prestation.

2.13.2.3 Si le coût de la reconstruction ou la valeur de remplacement est inférieur à l'indemnisation calculée conformément aux règles énoncées ci-dessus pour le bâtiment sinistré au jour du sinistre, l'indemnité équivaut au dit coût ou à ladite valeur, majorée de 80% de la différence par rapport à l'indemnisation initialement calculée, déduction faite du pourcentage de vétusté du bâtiment sinistré conformément au point 2.12.1 et des taxes et droits qui seraient redevables sur cette différence.

- 2.13.2.4 En cas de reconstruction ou de remplacement aux mêmes fins du bâtiment sinistré, l'indemnité calculée au jour du sinistre est versée en tranches successives au fur et à mesure de la reconstruction suivant les modalités visées au point 2.14.
- 2.13.2.5 Chaque tranche d'indemnité est majorée en fonction de l'augmentation éventuelle du dernier indice du coût de la construction connu au jour du sinistre pendant le délai normal de reconstruction qui commence à courir au jour du sinistre, sans que le cumul des tranches d'indemnité puisse dépasser 120% de l'indemnité initialement fixée ni excéder le coût total de la reconstruction.
- 2.13.3 Règles complémentaires relatives à l'indemnisation du **mobilier**.
- 2.13.3.1 Son indemnisation en **valeur à neuf** est nécessairement subordonnée à sa reconstitution, sa reconstruction ou son remplacement. L'indemnité sera payée au fur et à mesure de cette opération.
- 2.13.3.2 En cas de non-reconstitution du **mobilier** sinistré assuré en **valeur à neuf**, l'indemnité est limitée à 80% des dommages estimés en **valeur à neuf**, vétusté déduite conformément au point 2.12.1, sans préjudice de l'application des autres dispositions du contrat afférentes à la réduction de la prestation.
- 2.13.3.3 En cas de dommages aux appareils électriques et électroniques, l'indemnité est calculée selon les règles fixées au point 2.5.2.1 des présentes conditions générales communes, sachant que la vétusté maximale déductible est de 80%.
- 2.13.3.4 En cas de dommages à une **collection, la dépréciation subie par le fait de la disparition ou de la destruction totale ou partielle d'une ou de plusieurs pièces est toujours exclue**. Concernant les **collections** de timbres, l'indemnité est limitée à 2/3 (deux tiers) des valeurs indiquées dans la dernière édition des catalogues Yvert et Tellier, Prinet ou Gibbons.
- 2.13.4 Toutes charges fiscales autres que la TVA grevant l'indemnité sont supportées par le bénéficiaire.

2.14 Paiement de l'indemnité

- 2.14.1 En cas de reconstruction ou de remplacement aux mêmes fins du bâtiment sinistré, la **Compagnie** s'engage à verser une première tranche égale à l'indemnité minimale fixée en cas de non-reconstruction ou de non-remplacement, dans les trente jours qui suivent la date de clôture de l'expertise, ou, à défaut, la date de la fixation du montant du dommage.

Les tranches ultérieures d'indemnité sont payées au fur et à mesure de la reconstruction, après épuisement des tranches déjà payées.

La dernière tranche d'indemnité prévue en cas de remplacement d'un bâtiment par un autre est versée à la passation de l'acte authentique du bien de remplacement.

- 2.14.2 En cas de reconstitution du **mobilier** sinistré, la **Compagnie** s'engage à verser une première tranche égale à l'indemnité minimale fixée en cas de non-reconstitution, dans les trente jours qui suivent la date de clôture de l'expertise ou, à défaut, la date de la fixation du montant du dommage.

Les tranches ultérieures d'indemnité sont payées au fur et à mesure de la reconstitution, après épuisement des tranches déjà payées.

- 2.14.3 Après sinistre, la **Compagnie** et l'**Assuré** peuvent toutefois convenir ensemble d'une autre répartition du paiement des tranches d'indemnité.
- 2.14.4 En cas de non-reconstruction, la **Compagnie** n'est tenue de payer qu'après avoir pris connaissance du dernier état hypothécaire de l'immeuble. L'indemnité est payable dans les trente jours qui suivent l'obtention de ces renseignements et la date de la clôture de l'expertise, ou à défaut, la date de la fixation du montant des dommages. Passé ce délai, les intérêts légaux courent de plein droit.
- 2.14.5 L'**Assuré** doit avoir rempli toutes les obligations mises à sa charge par le contrat à la date de clôture de l'expertise ou, à défaut, à la date de la fixation du montant des dommages. Dans le cas contraire, les délais précités ne prennent effet que le lendemain à zéro heure du jour où l'**Assuré** a satisfait aux obligations contractuelles.
- 2.14.6 Par dérogation à ce qui est prévu aux points 2.14.1 à 2.14.4 ci-avant :
- 2.14.6.1 si des présomptions existent que le sinistre peut être dû à un fait intentionnel dans le chef de l'**Assuré** ou du bénéficiaire d'assurance, ainsi qu'en cas de **vol**, la **Compagnie** se réserve le droit de lever préalablement copie du dossier répressif. La demande d'autorisation d'en prendre connaissance doit être formulée au plus tard dans les trente jours de la clôture de l'expertise ou, à défaut, de la fixation du montant du dommage, et l'éventuel paiement doit intervenir dans les trente jours où la **Compagnie** a eu connaissance des conclusions dudit dossier, pour autant que l'**Assuré** ou le bénéficiaire qui réclame l'indemnité ne soit pas poursuivi pénalement ;
- 2.14.6.2 de plus, si la fixation de l'indemnité ou les responsabilités assurées sont contestées, le paiement de l'éventuelle indemnité doit intervenir dans les trente jours qui suivent la clôture desdites contestations ;
- 2.14.6.3 la taxe sur la valeur ajoutée n'est indemnisée que dans la mesure où il est justifié de son paiement.

2.15 Bénéficiaire de l'indemnité

- 2.15.1 L'indemnité est payée à l'**Assuré** sauf dans les cas où la personne lésée dispose d'un droit propre contre la **Compagnie**, auquel cas l'indemnité lui est directement dévolue.
- 2.15.2 En cas d'assurance souscrite pour le compte de tiers, ou au profit de tiers, le **Preneur d'assurance** communiquera par écrit à la **Compagnie** à quelle personne l'indemnité due à la suite d'un sinistre est payable et les modalités de ce paiement. L'exécution de cette demande par la **Compagnie** la dégagera de toute responsabilité.

2.16 Réversibilité

- 2.16.1 S'il apparaît, au jour du sinistre, que certains montants assurés excèdent ceux qui résultent des modalités d'évaluation convenues au point 2.5, l'excédent sera réparti entre les montants relatifs aux biens insuffisamment assurés, sinistrés ou non, et ce, au prorata de l'insuffisance des montants et proportionnellement aux taux de prime appliqués.

2.16.2 La réversibilité n'est accordée que pour les biens appartenant au même ensemble, et à concurrence de maximum 30%. Pour la garantie **vol**, la réversibilité ne s'applique que sur les biens situés à l'adresse du risque principal.

2.17 Règle de proportionnalité

2.17.1 Règle de proportionnalité des montants

Si au jour du sinistre, nonobstant l'éventuelle application de la réversibilité, les montants assurés pour le **bien désigné** sinistré sont inférieurs à ce qui aurait dû être assuré conformément au point 2.5, la **Compagnie** n'est tenue d'indemniser le dommage que dans le rapport existant entre le montant effectivement assuré et celui qui aurait dû être assuré.

2.17.2 Règle de proportionnalité des primes

Pour les cas non intentionnels de défaut de déclaration des autres assurances, de fausses déclarations, d'omission de déclarer une aggravation, de la déclaration erronée de la **superficie**, du profil énergétique ou de l'année de construction du **bâtiment désigné**, la **Compagnie** n'est tenue de fournir une prestation que selon le rapport existant entre la prime payée et la prime que le **Preneur d'assurance** aurait dû payer s'il avait régulièrement déclaré le risque.

Cette règle de proportionnalité des primes s'appliquera cumulativement, le cas échéant, avec la règle de proportionnalité des montants visée au point 2.17.1 ci-dessus.

2.17.3 La règle de proportionnalité n'est toutefois pas appliquée :

2.17.3.1 Lorsque les montants assurés ont été fixés par la **Compagnie** ou son mandataire ;

2.17.3.2 en assurance de la responsabilité d'un locataire ou d'un occupant d'une partie du **bâtiment désigné** si le montant assuré atteint au moins :

- soit la **valeur réelle** de la partie du **bâtiment désigné** que l'**Assuré** loue ou occupe ;
- soit 20 fois :
 - le loyer annuel dans le cas du locataire occupant une partie de l'immeuble. Si les frais de consommation relatifs au chauffage, à l'eau, au gaz ou à l'électricité sont compris forfaitairement dans le prix du loyer, ils doivent en être soustraits ;
 - a valeur locative annuelle des parties occupées dans le cas de l'occupant partiel.

Si la responsabilité pré mentionnée est assurée pour un montant moindre, la règle de proportionnalité des montants s'applique dans la proportion existant entre :

- le montant effectivement assuré et
- le montant représentant vingt fois le loyer annuel ou, à défaut de location, vingt fois la valeur locative annuelle des parties occupées sans que le montant ainsi obtenu ne puisse dépasser la **valeur réelle** de la partie que l'**Assuré** loue ou occupe dans le **bâtiment désigné**.

- 2.17.3.3 Aux indemnités détaillées aux conditions spéciales « garanties complémentaires » ;
- 2.17.3.4 si l'insuffisance des montants ou des **superficies** assurés ne dépasse pas 10% du montant qui aurait dû être assuré ;
- 2.17.3.5 aux garanties afférentes à la responsabilité civile extracontractuelle ;
- 2.17.3.6 à l'assurance au premier risque absolu de **valeurs** ainsi que dans les autres hypothèses expressément stipulées au contrat ;
- 2.17.3.7 aux assurances conclues en valeur agréée.

2.18 Subrogation et recours

La **Compagnie**, qui a payé le dommage, est subrogée dans tous les droits de l'**Assuré** contre les tiers, du chef de ce dommage, et l'**Assuré** est responsable de tout acte qui préjudicierait aux droits de la **Compagnie** contre les tiers.

La subrogation ne peut, en aucun cas, nuire à l'**Assuré** qui n'a été indemnisé qu'en partie ; celui-ci peut exercer ses droits pour le surplus et conserve à cet égard la préférence sur la **Compagnie**, conformément à l'article 1252 du Code civil.

L'**Assuré** ne peut renoncer aux recours contre les responsables ou garants, sans l'autorisation de la **Compagnie**.

La **Compagnie** renonce toutefois, **sauf cas de dol**, à tout recours exercé contre :

- 2.18.1 un **Assuré** pour les **dégâts matériels** aux biens qui lui ont été confiés ou qu'il assure pour compte de tiers **sauf en ce qui concerne les biens immobiliers dont il est locataire ou occupant** ;
- 2.18.2 les nus-proprétaires et usufruitiers assurés conjointement par le contrat ;
- 2.18.3 les copropriétaires assurés conjointement par le contrat ;
- 2.18.4 les hôtes de l'**Assuré** ;
- 2.18.5 le bailleur de l'**Assuré** lorsque cet abandon de recours est prévu dans le bail ;
- 2.18.6 les locataires de l'**Assuré** lorsque cet abandon de recours est prévu dans le bail ;
- 2.18.7 les descendants, ascendants, conjoint et alliés en ligne directe d'un **Assuré**.

Toute renonciation de la part de la **Compagnie** à un recours n'a d'effet que dans le cas où le responsable n'est pas garanti par une assurance couvrant sa responsabilité au jour du sinistre.

Si le responsable est assuré, la **Compagnie** pourra exercer un recours jusqu'à concurrence du montant maximum assuré.

2.19 Sort des biens sinistrés

Sauf en matière immobilière, la **Compagnie** peut reprendre, réparer ou remplacer les biens sinistrés.

L'**Assuré** ne peut, en cas de sinistre, délaisser, même partiellement, les biens sinistrés, sauf au cas où des objets volés auraient été retrouvés, et ce, suivant les modalités énoncées au point 14.6 « Objets volés retrouvés » des conditions spéciales de la garantie **vol**.

2.20 Résiliation du contrat

Chacune des Parties peut mettre fin au contrat en respectant les règles énoncées par les articles 38 à 42 de la loi modifiée sur le contrat d'assurance du 27 juillet 1997. Dans tous les cas, la résiliation doit être notifiée par lettre recommandée adressée à notre siège. Si la **Compagnie** est à l'origine de la résiliation celle-ci sera adressée au dernier domicile connu.

2.20.1 Résiliation par le **Preneur d'assurance**

Art.	Droit de résiliation	Délai de notification de la résiliation	Prise d'effet de la résiliation
2.20.1.1	chaque année à la date d'échéance annuelle de la prime ;	au moins trente jours avant la date d'échéance annuelle de la prime ;	à 00.00 heure de la date d'échéance annuelle de la prime ;
2.20.1.2	chaque année en cas de reconduction tacite ;	au moins trente jours avant le jour de la reconduction tacite ;	à 00.00 heure du jour de la reconduction tacite ;
2.20.1.3 2.20.1.3.1 2.20.1.3.2	si la Compagnie a résilié : une ou plusieurs autres garanties couvertes par le contrat d'assurance ; un autre contrat d'assurance du Preneur d'assurance après sinistre ;	dans le mois suivant la notification de la résiliation au Preneur d'assurance par la Compagnie ;	à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation ;
2.20.1.4	chaque année à la date d'échéance annuelle de la prime ;	dans les trente jours suivant la date d'envoi de l'avis d'échéance ;	le deuxième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la lettre de résiliation, mais au plus tôt à la date de reconduction ;
2.20.1.5	en cas de modification des tarifs, dans les conditions prévues au point 2.26 ;	dans les soixante jours suivant la date d'envoi de l'avis d'échéance ;	le deuxième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la lettre de résiliation, mais au plus tôt à la date de reconduction ;
2.20.1.6	à défaut d'accord sur la fixation de la nouvelle prime en cas de diminution sensible et durable du risque, dans les conditions prévues au point 2.8.1	après l'écoulement du délai d'un mois suivant la demande de diminution du Preneur d'assurance sans que les parties contractantes aient pu se mettre d'accord sur la fixation de la nouvelle prime.	à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation .

2.20.2 Résiliation par la **Compagnie**

Art.	Droit de résiliation	Délai de notification de la résiliation	Prise d'effet de la résiliation
2.20.2.1	chaque année à la date d'échéance annuelle de la prime ;	au moins soixante jours avant la date d'échéance annuelle de la prime ;	à 00.00 heure de la date d'échéance annuelle de la prime ;
2.20.2.2	chaque année en cas de reconduction tacite ;	au moins soixante jours avant le jour de la reconduction tacite ;	à 00.00 heure du jour de la reconduction tacite ;
2.20.2.3	après la survenance d'un sinistre donnant lieu à indemnisation ;	dans le mois du premier paiement de la première prestation de la Compagnie ;	à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation ;
2.20.2.4	en cas de manquement frauduleux du Preneur d'assurance et/ou de l' Assuré aux obligations qui leur incombent en cas de sinistre ;	dans le mois de la découverte de la fraude ;	dès la notification de la résiliation ;
2.20.2.5	en cas de non-paiement d'une prime ou d'une fraction de prime dans les dix jours de son échéance ;		après un délai de quarante jours suivant mise en demeure au dernier domicile connu ;
2.20.2.6	en cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelle dans la description du risque lors de la conclusion du contrat, ou en cas d'aggravation du risque en cours de contrat : <ul style="list-style-type: none"> • si la proposition de modification du contrat faite au Preneur d'assurance dans les conditions prévues aux points 2.7 et 2.8.2 : <ul style="list-style-type: none"> - est refusée ; - n'est pas acceptée au terme d'un délai d'un mois de réflexion ; • si la Compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque ; 	<ul style="list-style-type: none"> • dans les quinze jours suivant : <ul style="list-style-type: none"> - le refus de la part du Preneur d'assurance ; - l'écoulement du délai de réflexion d'un mois, sans que le Preneur d'assurance ait manifesté son acceptation de proposition ; • dans le mois à compter du jour où la Compagnie a eu connaissance de l'omission, de l'inexactitude ou de l'aggravation du risque ; 	<ul style="list-style-type: none"> • à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation ; • à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation ;
2.20.2.7	en cas de décès du Preneur d'assurance ;	dans les trois mois du jour où la Compagnie a eu connaissance du décès ;	à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation ;
2.20.2.8	en cas de faillite du Preneur d'assurance .	dans les mois suivant l'expiration d'un délai de trois mois après la déclaration en faillite.	à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation .

2.20.3 Résiliation par les ayants droit

Art.	Droit de résiliation	Délai de notification de la résiliation	Prise d'effet de la résiliation
2.20.3.1	en cas de décès du Preneur d'assurance . Si la résiliation n'est pas demandée, le contrat continue sans autres formalités pour compte des ayants droit qui restent solidairement et indivisiblement tenus des obligations découlant de l'assurance.	dans les trois mois et quarante jours du décès du Preneur d'assurance .	à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation .

2.20.4 Résiliation par le curateur

Art.	Droit de résiliation	Délai de notification de la résiliation	Prise d'effet de la résiliation
2.20.4.1	en cas de faillite du Preneur d'assurance .	dans les trois mois qui suivent la déclaration de faillite.	à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation .

2.21 Forme de la résiliation

La **résiliation** du contrat est notifiée soit par lettre recommandée à la poste, soit par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation directement au siège de **la Compagnie** contre récépissé.

2.22 Transmission d'un bien assuré

2.22.1 En cas de transmission d'un bien assuré par suite du décès du **Preneur d'assurance**, les droits et obligations du contrat sont maintenus sans préjudice de l'application du point 2.20.3. au bénéficiaire ou à la charge des nouveaux titulaires de l'intérêt assuré.

2.22.2 En cas de cession entre vifs d'un bien assuré, l'assurance prend fin de plein droit :

2.22.2.1 s'il s'agit d'un bien immeuble : trois mois après la date de passation de l'acte authentique, sauf si le contrat prend fin préalablement. Jusqu'à l'expiration de cette période, la garantie du cédant est également acquise au cessionnaire s'il n'est pas déjà garanti dans le cadre de quelque autre contrat et pour autant qu'il abandonne son recours contre le cédant ;

2.22.2.2 s'il s'agit d'un bien meuble : dès que l'**Assuré** n'en a plus la possession juridique.

2.23 Communication

Toute communication du **Preneur d'assurance** relative au contrat d'assurance est à adresser par écrit à la **Compagnie**.

Le domicile du **Preneur d'assurance** est élu de droit à l'adresse mentionnée dans les conditions particulières. Les notifications de la **Compagnie** sont valablement faites à cette adresse. En cas de changement de domicile du **Preneur d'assurance**, ce dernier doit en informer, par écrit et dans le meilleur délai, la **Compagnie**.

En cas de pluralité de **preneurs d'assurance**, toute communication faite à l'adresse indiquée aux conditions particulières par la **Compagnie** est opposable à l'égard de l'ensemble de ceux-ci.

2.24 Protection des données

Conformément à la loi luxembourgeoise du 2 août 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel, le **Preneur d'assurance**, l'**Assuré** et le(s) Bénéficiaire(s) autorisent la **Compagnie** à collecter, enregistrer et à traiter les données qui lui sont communiquées (en ce compris les données médicales) en vue d'apprécier les risques, de préparer, d'établir, de gérer, d'exécuter le Contrat, de régler un éventuel sinistre et de prévenir toute fraude. La **Compagnie** est autorisée à communiquer les données à caractère personnel concernant le **Preneur d'assurance** et l'**Assuré** aux assureurs, réassureurs, médecins conseils et autres prestataires, ainsi qu'aux organismes ou personnes auxquels la **Compagnie** est légalement tenue de communiquer lesdites données dans le respect du secret professionnel et conformément aux modalités et aux conditions énoncées à l'article 300 de la loi luxembourgeoise sur le secteur des assurances du 7 décembre 2015 concernant le secret professionnel en matière d'assurance.

Le **Preneur d'assurance** ainsi que les personnes concernées par le Contrat disposent d'un droit d'accès et de rectification de toute information les concernant qui figurerait sur tout fichier à l'usage de la **Compagnie** par demande écrite datée et signée adressée au Chargé de la Protection des Données via l'adresse de correspondance suivante: AXA Assurances Luxembourg S.A -1, place de l'Etoile- L-1479 Luxembourg.

À partir de la date à laquelle le Bénéficiaire a acquis irrévocablement la qualité de bénéficiaire, ce dernier dispose également du droit d'accéder aux données le concernant, ainsi que d'en demander la rectification si lesdites données sont erronées, incomplètes ou devenues obsolètes. Les données à caractère personnel sont conservées par la **Compagnie** au plus tôt jusqu'à l'expiration du Contrat et au plus tard jusqu'à l'expiration des délais de prescriptions légaux.

De manière générale, ces données sont nécessaires à la **Compagnie** pour lui permettre d'apprécier les risques, de préparer, d'établir, de gérer, d'exécuter les Contrats, de régler d'éventuels sinistres et de prévenir toute fraude potentielle.

Par ailleurs, ces données peuvent également être traitées à des fins de prospection commerciale sur accord exprès du **Preneur d'assurance** / de l'**Assuré**.

2.25 Autres assurances

Si les risques garantis par le contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le **Preneur d'assurance** doit en faire la déclaration à la **Compagnie**.

Dans ce cas, toutes les assurances déclarées sont considérées pour l'indemnisation, avoir été formées simultanément et l'indemnité se répartit dans la proportion des montants assurés par chacune d'elles.

2.26 Tarif

Si la **Compagnie** entend modifier son tarif, elle ne pourra procéder à cette adaptation qu'avec effet à la prochaine date d'échéance annuelle du contrat.

La **Compagnie** doit dans ce cas notifier cette modification au **Preneur d'assurance** trente jours au moins avant la date d'effet de l'adaptation du tarif. Toutefois, le **Preneur d'assurance** a le droit de résilier le contrat endéans un délai de soixante jours à compter de la date d'envoi de l'avis d'échéance de la prime annuelle mentionnant la modification tarifaire.

2.27 Contestation

Si malgré les efforts déployés par la **Compagnie** pour résoudre les problèmes qui peuvent survenir au cours du contrat d'assurance, le **Preneur d'assurance** n'a pas obtenu une réponse satisfaisante, il est invité à faire part de ses doléances à la Direction Générale de la **Compagnie**. Il peut également s'adresser à l'organisme de médiation institué sur l'initiative de l'Association des Compagnies d'Assurances et de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs sans préjudice de la possibilité d'intenter une action en justice.

2.28 Juridiction compétente

Toute contestation entre le **Preneur** d'assurance et la **Compagnie** née à l'occasion du contrat est de la compétence exclusive des Tribunaux du Grand-duché de Luxembourg sans préjudice de l'application des traités ou accords internationaux.

2.29 Prescription

Toute action dérivant du contrat est prescrite après trois ans, à compter de l'événement qui y donne ouverture. Toutefois, lorsque celui à qui appartient l'action prouve qu'il n'a eu connaissance de cet événement qu'à une date ultérieure, le délai ne commence à courir qu'à cette date, sans pouvoir excéder cinq ans à dater de l'événement, le cas de fraude excepté.

Dans les assurances de la responsabilité civile, la garantie est limitée, après l'expiration du présent contrat d'assurance, aux réclamations formulées dans les trois ans de la survenance du dommage réalisé pendant la période d'assurance.

2.30 Loi applicable

Le contrat est régi par la Loi luxembourgeoise.

3 Conditions spéciales - incendie et périls connexes

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « incendie et périls connexes » est accordée.

3.1 Garanties

La **Compagnie** assure les **biens désignés**, contre les périls suivants :

- 3.1.1 l'incendie, c'est-à-dire la destruction par des flammes se propageant ou susceptibles de se propager en dehors de leur domaine normal ou d'objets dont la destination n'est pas, à ce moment, de brûler ;
- 3.1.2 l'explosion ou l'implosion ;
- 3.1.3 la chute de la foudre ;
- 3.1.4 l'électrocution d'animaux ;
- 3.1.5 le heurt, **sauf** :
 - les dégâts causés au contenu par un Assuré ou par un animal lui appartenant ou lui ayant été confié ;
 - les dégâts causés au bâtiment désigné en cas de déménagement du mobilier ;
 - les dégâts au bien ou à l'animal ayant causé le heurt ;
 - les dégâts ne résultant pas directement d'un choc entre deux corps durs ;
 - les dégâts causés par la grêle.
- 3.1.6 les dégradations immobilières causées à l'occasion d'un **vol** ou d'une tentative de **vol** dans les locaux à **occupation** régulière ainsi que le vol de parties de bâtiment **sauf** :
 - les dommages ou le vol des biens se trouvant à l'extérieur du bâtiment ;
 - lorsque le bâtiment est en cours de construction, transformation ou rénovation, à moins que l'Assuré démontre que cette circonstance n'a pas contribué à la survenance ou à l'aggravation des conséquences du sinistre.
- 3.1.7 les fumées et les suies ;
- 3.1.8 les **attentats** et **conflits du travail** :

La **Compagnie** prend en charge à concurrence de 745.000€ par sinistre les dégâts causés directement aux **biens désignés** :

- par des personnes tierces prenant part à de tels événements ;
- qui résulteraient de mesures prises dans les cas précités par une autorité légalement constituée pour la sauvegarde et la protection des **biens désignés**.

En cas de sinistre, l'Assuré s'engage à accomplir, dans les plus brefs délais, toutes les démarches en vue de l'indemnisation des dégâts matériels subis.

L'Assuré s'engage à ne pas réclamer à la **Compagnie**, les indemnités relatives aux dégâts matériels à concurrence desquels il a été ou pourra être indemnisé par tout tiers. En cas de double paiement, l'Assuré doit rembourser à la **Compagnie** les indemnités que celle-ci lui a versées.

Sur base de l'autorisation délivrée par les autorités publiques, la **Compagnie** se réserve le droit de suspendre cette garantie moyennant l'envoi d'une lettre recommandée. La suspension prend cours 7 jours après la notification faite au **Preneur d'assurance**.

3.2 Garanties complémentaires

- 3.2.1 La décongélation de denrées alimentaires périssables contenues dans un surgélateur, congélateur ou réfrigérateur à usage domestique suite à un changement de température résultant d'un arrêt dans la production du froid imputable à la survenance d'un sinistre couvert par les présentes conditions spéciales ou par les conditions spéciales de la garantie « dégâts électriques ».
- 3.2.2 Les dégâts ménagers occasionnés au **meublé** assuré par un événement soudain, résultant de l'action subite de la chaleur ou par le contact direct et immédiat avec un foyer ou une substance incandescente, même lorsqu'il n'y a pas eu embrasement, ni commencement d'incendie.
- 3.2.3 La dégradation du **contenu** des sèche-linge ou lave-linge à la suite d'un sinistre relevant de l'un des périls prévus aux présentes conditions spéciales de la garantie « incendie et périls connexes » et aux conditions spéciales de la garantie « dégâts électriques ».

4 Conditions spéciales tempête, grêle, pression de la neige ou de la glace

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « tempête, grêle, pression de la neige et de la glace » est souscrite.

La **Compagnie** assure les **biens désignés** contre la **tempête** (à partir de 80km/h), la grêle, la pression par accumulation de la neige ou de la glace, y compris les dommages liés aux précipitations atmosphériques telles que pluie, neige ou grêle qui pénètrent à l'intérieur du **bâtiment désigné** par le fait que celui-ci a été préalablement endommagé par les événements précités.

Les **dommages matériels** occasionnés aux panneaux solaires et/ou installations photovoltaïques sont couverts à concurrence de 50.000€ par sinistre.

Ne sont toutefois pas couverts les dommages :

- **résultant d'un défaut de réparation ou d'entretien du bâtiment désigné ;**
- **causés au contenu se trouvant dans une construction non préalablement endommagée par le vent de tempête, la grêle, la pression de la neige ou de la glace ;**
- **causés à tout objet non fixé se trouvant à l'extérieur d'une construction, à l'exception du mobilier de jardin. Dans ce cas, la prise en charge des dommages se fait sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 3.000 € par sinistre et par an ;**
- **causés aux objets suivants fixés extérieurement alors même qu'ils seraient réputés immeubles par destination : mât, poteau, pylône, panneau publicitaire, lampadaire, enseigne, tente, bâche ;**
- **causés aux biens suivants et à leur contenu éventuel :**
 - **bâtiments en cours de construction, transformation, rénovation à moins que l'assuré ne démontre que cette circonstance n'a pas contribué à la survenance ou à l'aggravation des conséquences du sinistre.** Cette exclusion est sans objet si cette construction est close et couverte définitivement avec portes et fenêtres posées à demeure ;
 - **constructions en démolition ou délabrées, c'est-à-dire si le degré de vétusté de la partie sinistrée dépasse 40% ;**
 - **constructions dont les murs extérieurs composés de tôle, d'aggloméré de ciment et d'asbeste, de plaques ondulées ou de matériaux légers notamment bois, argile, matière plastique, panneaux agglomérés de bois et analogues représentent plus de 50% de la superficie totale de ces murs ;**
 - **constructions dont la toiture composée de bois, d'aggloméré de bois ou analogues, de carton bitumé, de matières plastiques ou d'autres matériaux légers (ardoises et tuiles artificielles, chaume ou roofing non compris) représente plus de 20% de la superficie totale de cette toiture ;**
 - **constructions totalement ou partiellement ouvertes ;**
- **causés par la pression de la neige ou de la glace et consistant en la déformation des tuyaux de descente ou du toit sans que cette déformation ait une influence sur l'étanchéité de ceux-ci ;**
- **causés par un choc thermique, c'est-à-dire une variation brutale de la température ;**
- **d'ordre purement esthétique.**

5 Conditions spéciales - dégâts électriques

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « dégâts électriques » est souscrite.

La **Compagnie** assure les **biens désignés** contre l'action de l'électricité **sauf** :

- les équipements informatiques et bureautiques à usage professionnel ;
- les équipements dont l'Assuré n'est pas propriétaire ;
- les dégâts à tous supports de données et aux logiciels de traitement des données ;
- la reconstitution des données ;
- les dégâts tombant sous la garantie du fabricant ;
- les dégâts assurables par d'autres divisions du contrat ;
- les dégâts aux appareils ou installations électriques constituant des marchandises ;
- les dégâts causés lorsque le bâtiment est en cours de construction, de transformation ou de rénovation à moins que l'Assuré démontre que cette circonstance n'a pas contribué à la survenance ou à l'aggravation des conséquences du sinistre ;
- les dégâts au contenu des appareils électroménagers ;
- les dégâts aux appareils de plus de 15 ans d'âge ;
- les pertes ou dommages qui sont la conséquence directe :
 - des effets continuels de l'exploitation (usure) ;
 - d'un fonctionnement défectueux.

Les **dommages matériels occasionnés** aux panneaux solaires et/ou installations photovoltaïques sont couverts à concurrence de 50.000€ par sinistre.

6 Conditions spéciales - dégâts des eaux et perte d'huile minérale

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « dégâts des eaux et perte d'huile minérale » est souscrite.

6.1 Dégâts des eaux

La **Compagnie** assure les **biens désignés** contre les dégâts des eaux.

La perte d'eau subie à l'occasion d'un sinistre couvert est prise en charge à concurrence de 750 €.

Toutefois, ne sont pas assurés, les dommages causés :

- 6.1.1 **à la partie extérieure de la toiture du bâtiment ainsi qu'aux revêtements qui en assurent l'étanchéité ;**
- 6.1.2 **aux boilers, chaudières, citernes, aquariums et matelas d'eau à l'origine du sinistre ;**
- 6.1.3 **aux conduites, installations et appareils hydrauliques, aux tuyaux d'évacuation à l'origine du sinistre.** Toutefois, les dommages aux conduites encastrées sont pris en charge par la **Compagnie** ;
- 6.1.4 **par la condensation ;**
- 6.1.5 **par la porosité des murs** sauf si celle-ci trouve son origine dans un ou des bâtiments voisins ou dans une fuite ou un débordement des installations hydrauliques extérieures au bâtiment désigné ;
- 6.1.6 **par tous les événements pouvant être pris en charge au titre de la garantie « tempête, grêle, pressions de la neige ou de la glace » ou de la garantie « pluies & inondations » ;** toutefois les **dommages matériels** occasionnés par le **débordement ou le refoulement des égouts publics** par des canalisations situées à l'intérieur du **bâtiment désigné** sont couverts à concurrence de 15.000€ par sinistre;
- 6.1.7 **par des entrées d'eaux pluviales, de neige ou de glace par des ouvertures fermées ou non, telles que portes, fenêtres, soupiraux, lucarnes ;**
- 6.1.8 **par les infiltrations d'eaux souterraines ;**
- 6.1.9 **par le débordement ou le renversement d'un récipient non relié à l'installation hydraulique du bâtiment** à l'exception des aquariums et matelas d'eau ;
- 6.1.10 **par des conduites, installations et appareils apparents présentant des points de corrosion visibles et non traités ;**
- 6.1.11 **lorsque le bâtiment désigné est en cours de construction, de transformation ou de rénovation,** à moins que l'**Assuré** ne démontre que cette circonstance n'a pas contribué à la survenance ou à l'aggravation des conséquences du sinistre ;
- 6.1.12 **par l'hygrométrie ambiante, même consécutivement à un sinistre couvert ;**

6.1.13 **par des champignons ou des moisissures, même consécutivement à un sinistre couvert ;**

6.1.14 **par un défaut de réparation ou d'entretien, ou dus à une étanchéité absente, mal conçue ou mal réalisée.**

6.2 Perte d'huile minérale

La **Compagnie** assure les **biens désignés** contre les dégâts liés à la perte d'huile minérale.

La perte d'huile minérale subie à l'occasion d'un sinistre est également couverte.

Ne sont toutefois pas assurés les dommages causés :

6.2.1 **lors du remplissage, de travaux de révision ou de réparation des installations et/ou citernes d'huiles minérales ;**

6.2.2 **lorsque le bâtiment désigné est en cours de construction, de transformation ou de rénovation,** à moins que l'**Assuré** ne démontre que cette circonstance n'a pas contribué à la survenance ou à l'aggravation des conséquences du sinistre.

6.3 Obligation de prévention

6.3.1 Pendant la période de gel, l'**Assuré** doit, si les **locaux** ne sont pas chauffés ou si les installations se trouvent à l'extérieur, vidanger ou protéger les conduites et réservoirs ainsi que les installations de chauffage non pourvues d'antigel en quantité suffisante :

- dans les résidences principales en cas d'inoccupation des locaux de plus de 15 jours consécutifs ;
- dans les résidences secondaires, en cas d'inoccupation des locaux supérieure à 3 jours consécutifs.

Si l'**Assuré** ne respecte pas ces prescriptions, sauf cas de force majeure, et si un sinistre survient ou est aggravé de ce fait, l'indemnité due sera réduite de moitié. Il est expressément spécifié que la garantie est maintenue si les dégâts causés par le gel font suite à une défaillance imprévisible de l'installation survenant en l'absence de l'**Assuré**.

6.3.2 Celui-ci doit entretenir, réparer ou remplacer les installations hydrauliques et de chauffage du bâtiment dès qu'il se rend compte ou est informé de leur mauvais fonctionnement. A défaut, la **Compagnie** peut refuser son intervention si l'inobservation de cette règle a contribué à la survenance de ce sinistre. En cas de litige, la charge de la preuve du respect par l'**Assuré** de ses obligations lui incombera.

7 Conditions spéciales - bris et fêlures de vitrages

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « bris et fêlures de vitrages » est souscrite.

La **Compagnie** assure les **biens désignés**, contre les bris et fêlures **accidentels** des vitrages. Les **dommages matériels** occasionnés aux vitrages des panneaux solaires et/ou installations photovoltaïques sont couverts à concurrence de 50.000€ par sinistre.

7.1 Garantie

Cette garantie inclut :

- 7.1.1 la prise en charge du bris **accidentel** des appareils sanitaires et du vitrage des serres à usage privé.
- 7.1.2 la perte d'étanchéité des vitrages isolants **sauf s'ils sont sous garantie ou si l'Assuré est locataire.**

7.2 Exclusions

Les rayures, égratignures et écailllements ne sont jamais assurés.

Ne sont également pas assurés les dommages causés :

- 7.2.1 **aux parties vitrées du matériel multimédia ;**
- 7.2.2 **lorsque le bâtiment désigné est en cours de construction, de transformation ou de rénovation, à moins que l'Assuré ne démontre que cette circonstance n'a pas contribué à la survenance ou à l'aggravation des conséquences du sinistre ;**
- 7.2.3 **aux verres optiques et lunettes ;**
- 7.2.4 **aux châssis de couche et aux enseignes ;**
- 7.2.5 **aux vitrages non encore placés ou pendant leur déplacement ;**
- 7.2.6 **aux vitrages relevant des parties communes du bâtiment désigné lorsque l'Assuré est propriétaire, locataire ou occupant partiel ;**
- 7.2.7 **aux objets en verre tels que lustres, vases, vaisselle,...** ;
- 7.2.8 **par un défaut de réparation ou d'entretien des châssis, soubassements et support de vitres, glaces et miroirs.**

8 Conditions spéciales - responsabilité civile immeuble

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « responsabilité civile immeuble » est accordée. Cette garantie ne produit aucun effet si seul le **contenu** et/ou la responsabilité civile locative sont assurés.

8.1 Etendue de la garantie

La **Compagnie** garantit la responsabilité civile qu'un **Assuré** pourrait encourir sur la base des articles 1382 à 1386 du Code civil, à l'égard d'un **tiers**, en raison de dommages causés par le fait :

- 8.1.1 du **bâtiment désigné** (en ce compris ses hampes ou antennes) servant exclusivement d'habitation ;
- 8.1.2 des terrains y attenants pour autant qu'ils ne dépassent pas un hectare ;
- 8.1.3 du mobilier s'y trouvant ;
- 8.1.4 de l'encombrement des trottoirs du **bâtiment désigné** ;
- 8.1.5 du défaut d'enlèvement de neige, de glace ou de verglas ;
- 8.1.6 d'ascenseurs et d'appareils élévateurs à moteur du **bâtiment désigné** pour autant qu'ils soient conformes à la réglementation en vigueur et fassent l'objet d'un entretien annuel.

L'intervention de la **Compagnie** se fera à concurrence de :

- 14.983.837 € par sinistre au titre des **dommages corporels** ;
- 863.900 € par sinistre au titre des **dommages matériels** et des **dommages immatériels**.

8.2 Définitions

8.2.1 Accident

Par dérogation à l'article 1.1 des définitions communes, on entend par **accident**, tout événement soudain, imprévu et extérieur à la victime et à la chose endommagée, constituant la cause de **dommages corporels**, de **dommages matériels** ou de **dommages immatériels**.

8.2.2 Assuré

Par dérogation à l'article 1.3 des définitions communes, on entend par Assuré :

- 8.2.2.1 le **Preneur d'assurance** ;
- 8.2.2.2 son conjoint cohabitant ;
- 8.2.2.3 toutes les personnes vivant en permanence au foyer de l'Assuré, **à l'exception des locataires et des sous locataires** ;

8.2.2.4 les enfants de ce dernier et/ou ceux de son conjoint cohabitant qui vivent ailleurs pour poursuivre des études aussi longtemps qu'ils sont à la charge de leurs parents au sens fiscal du terme.

8.2.3 Tiers

Toute personne autre que celle ayant la qualité d'**Assuré**.

8.3 Dommages exclus

Ne sont pas garantis, les dommages causés :

8.3.1 **lorsque le bâtiment désigné est en cours de construction, de transformation ou de rénovation ;**

8.3.2 **par des biens dont l'Assuré est locataire ou occupant à titre gratuit ;**

8.3.3 **par le fait de l'exercice d'une profession ;**

8.3.4 **aux biens par le feu, la fumée, l'eau, l'explosion, l'implosion, le déplacement du sol ou du bâtiment ;**

8.3.5 **par la présence ou la dispersion d'amiante, de fibres d'amiante ou de produits contenant de l'amiante ;**

8.3.6 **par le fait des terrains non attenants dont l'Assuré est propriétaire.**

9 Conditions spéciales - extensions de garanties

Les présentes conditions spéciales sont applicables par extension aux garanties souscrites aux conditions particulières.

Pour l'ensemble des périls souscrits et mentionnés aux conditions particulières à l'exception du **vol**, du **tremblement de terre** et de la garantie « pluies & inondations », la couverture est acquise aux endroits suivants pour autant que l'événement ne tombe pas sous le coup d'une exclusion.

9.1 Les garages

Pour autant que l'estimation des biens les prenne en compte, les dégâts causés aux garages à usage privé -3 maximum- dont un des **Assurés** est propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit et situés à une autre adresse que le risque principal sont couverts, de même que le **contenu** qu'un **Assuré** y entrepose.

9.2 La résidence de remplacement

Si le logement couvert par le présent contrat est devenu temporairement inhabitable en raison d'un sinistre couvert, les garanties sont automatiquement transférées sur le bâtiment pris en location au Grand-duché de Luxembourg pour une période de 18 mois maximum. L'intervention éventuelle de la **Compagnie** se fera sans application de règle proportionnelle sur base des capitaux ou superficie mentionnés aux conditions particulières.

9.3 La résidence de villégiature

Les **dégâts matériels accidentels** causés par un **Assuré** à l'occasion d'un **séjour temporaire** privé ou professionnel n'importe où dans le monde :

- à un bâtiment de **villégiature** loué par un **Assuré** ;
- à l'hôtel ou logement similaire occupé par un **Assuré**.

L'éventuelle intervention de la **Compagnie** se fera sans application de règle proportionnelle à concurrence de 500.000 € par sinistre.

La **Compagnie** couvre également les dégâts causés aux **objets personnels** qu'un **Assuré** déplace à l'occasion d'un **séjour temporaire** privé ou professionnel dans un bâtiment situé n'importe où dans le monde à concurrence de 10.000 € par sinistre.

9.4 La chambre d'étudiant

La **Compagnie** couvre les **dégâts matériels accidentels** causés par les enfants assurés au logement –chambre ou studio– meublé ou non qu'ils louent pendant leurs études dans un des pays membre de l'Union Européenne, en Suisse ou en Norvège. Les garanties sont étendues au **contenu** qui leur appartient et qui est entreposé dans ce logement.

L'éventuelle intervention de la **Compagnie** se fera sans application de règle proportionnelle à concurrence de 100.000 € par sinistre.

9.5 La maison de repos

La **Compagnie** couvre les **dommages matériels accidentels** causés au **contenu** appartenant au **Preneur d'assurance**, à son conjoint ou à leurs ascendants entreposé dans la chambre ou l'appartement occupé en maison de repos. L'éventuelle intervention de la **Compagnie** se fera sans application de règle proportionnelle à concurrence de 50.000 € par sinistre.

9.6 Le local occupé à l'occasion d'une fête privée

La **Compagnie** couvre les **dommages matériels accidentels** causés par un **Assuré** aux **locaux** situés au Grand-duché de Luxembourg, en Allemagne, en Belgique ou en France, pris en location à l'occasion d'une fête privée ainsi qu'à leur **contenu**.

L'éventuelle intervention de la **Compagnie** se fera sans application de règle proportionnelle à concurrence de 500.000 € par sinistre.

9.7 La sépulture

La **Compagnie** couvre les **dommages matériels accidentels** causés aux sépultures dont un des **Assurés** est propriétaire et situées au Grand-duché de Luxembourg ou dans un rayon de maximum 50 km au-delà des frontières. L'éventuelle intervention de la **Compagnie** se fera sans application de règle proportionnelle à concurrence de 2.500 € par sinistre.

Par dérogation au préambule des présentes conditions spéciales, le vandalisme et la malveillance tels que décrits au point 14.2.2 des conditions spéciales de la garantie «**vol**» sont couverts par le présent point.

9.8 La nouvelle adresse

En cas de déménagement au Grand-duché de Luxembourg, les garanties souscrites sont acquises tant à l'ancienne qu'à la nouvelle adresse pendant 90 jours à compter du début du déménagement. Au-delà de ce délai, l'assurance n'est acquise qu'à la nouvelle situation du risque. Cet élargissement de couverture ne dispense pas l'**Assuré** de communiquer les précisions utiles à la **Compagnie** pour l'ajustement du contrat. Par sinistre et pendant cette période de 90 jours maximum, l'intervention de la **Compagnie** est limitée aux montants ou à la superficie des **biens désignés** de l'ancienne adresse sans application de la règle proportionnelle.

Au-delà de ce délai, les garanties sont transférées à la nouvelle adresse et l'éventuelle intervention de la **Compagnie** se fait avec application de la règle proportionnelle.

10 Conditions spéciales - assistance

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « assistance habitation » est accordée. Pour bénéficier des garanties assistance, l'**Assuré** joindra la centrale d'assistance en téléphonant au 45.30.55 (Luxembourg). Il y a lieu d'entendre aux termes de la présente garantie par Prestataire, la société d'assistance INTER PARTNER ASSISTANCE, Groupe Européen S.A., agréée sous le code N° 0487 pour pratiquer les assurances touristiques (Arrêté Royal du 04/07/1979 et du 13/07/1979 - Moniteur Belge du 14/07/1979) dont le siège est établi à B-1050 Bruxelles, Avenue Louise, 166, BP1, qui s'engage à effectuer pour le compte de la **Compagnie** toutes les prestations d'assistance garanties.

Les données à caractère personnel concernant l'assuré qui sont communiquées à l'assureur dans le cadre de ce contrat, sont traitées à des fins de gestion d'assurance, gestion de la clientèle, lutte contre la fraude et gestion du contentieux, par **AXA Assurances Luxembourg** et par Inter Partner Assistance SA, Avenue Louise 16/1, à 1050 Bruxelles et sont susceptibles d'être transférées par celle-ci à des prestataires et sous-traitants auxquels elle fait appel et pouvant être situés hors Union Européenne, dont entre autres la société AXA Business Services, pour les données recueillies par elle lors des prestations d'assistance.

10.1 En dehors de tout sinistre assuré ou à l'occasion d'un sinistre assuré

10.1.1 Renseignements téléphoniques 24 heures sur 24, chaque jour de l'année

Le prestataire met à la disposition de l'**Assuré** un service de renseignements téléphoniques destiné à communiquer les coordonnées :

- des différents centres hospitaliers et des services d'ambulance proches du domicile de l'**Assuré** ;
- de la pharmacie et du médecin de garde à contacter ;
- des services publics compétents en ce qui concerne les problèmes liés au **bâtiment désigné** (police, gendarmerie, pompiers,...) ;
- des services de corps de métier de dépannage ou réparation situés à proximité du domicile et susceptibles d'intervenir en cas de problème lié au **bâtiment désigné** dans les domaines suivants : plomberie, menuiserie, électricité, téléviseurs, serrurerie, vitrerie...

10.1.2 Dépannage serrurerie

Si l'**Assuré** ne peut pénétrer dans le **bâtiment désigné** :

- à la suite d'une perte ou d'un vol de ses clés ;
- parce que la serrure est forcée suite à un cambriolage, une tentative de vol, une effraction ou du vandalisme ;

- en raison du bris des clés dans la serrure,

le prestataire prend en charge les frais de déplacement et de dépannage d'un serrurier à concurrence de 160 €.

Aucune intervention ne sera prise en charge dès lors que la porte d'entrée aurait été fermée et non verrouillée (porte claquée).

10.2 Lorsque, à la suite d'un sinistre assuré, le domicile est devenu inhabitable

10.2.1 Logement à l'hôtel

Le prestataire :

- procède à la réservation d'un logement dans un hôtel proche du domicile de l'**Assuré** ;
- prend en charge les frais de logement pendant une période maximale de deux nuits, à concurrence d'un montant maximum de 80 € par nuit par personne vivant habituellement au domicile de l'**Assuré**.
- prend également en charge les frais de déplacement jusqu'à l'hôtel en cas d'impossibilité pour l'**Assuré** d'effectuer le déplacement par ses propres moyens.

10.2.2 Mesures conservatoires

Le prestataire conseille l'**Assuré** sur les mesures conservatoires à prendre immédiatement et les organise si l'**Assuré** n'est pas en mesure de le faire. Le coût de ces mesures conservatoires n'est cependant pas pris en charge par la **Compagnie**.

10.2.3 Gardiennage

Si le domicile de l'**Assuré** doit faire l'objet d'une surveillance afin de préserver les biens restés sur place, le prestataire organise la surveillance des lieux et prend en charge les frais occasionnés par celle-ci durant 72 heures maximum.

10.2.4 Transfert et entreposage du mobilier

Le prestataire :

- organise le déménagement du **mobilier** jusqu'à l'endroit où il doit être entreposé de même que le retour du **mobilier** au domicile ;
- prend en charge les frais relatifs à ces transferts à concurrence de 250 € par sinistre ;
- en cas de besoin, procède à la recherche d'un garde-meubles et prend en charge les frais d'entreposage à concurrence de 250 € par sinistre.

10.2.5 [Garde d'enfants](#)

Le prestataire organise et prend en charge à concurrence de 125 € par sinistre, la garde des enfants de moins de 15 ans (et éventuellement des handicapés physiques ou mentaux) vivant habituellement au domicile de l'**Assuré**.

10.2.6 [Garde des animaux domestiques](#)

Le prestataire organise et prend en charge la garde des animaux domestiques de l'**Assuré** à concurrence de 125 € par sinistre.

10.2.7 [Retour au domicile](#)

En cas d'absence de l'**Assuré** au moment du sinistre et pour autant que sa présence au domicile s'avère indispensable, le prestataire met à disposition de l'**Assuré** un billet de train de 1ère classe si le parcours excède 5 heures de train ou d'avion classe touristique afin de lui permettre de rejoindre son domicile.

Toutefois, si l'**Assuré** préfère utiliser sa voiture personnelle, ses frais de déplacement lui seront remboursés en fonction du barème légal et sous déduction des frais que l'**Assuré** aurait dû normalement exposer pour son retour.

Le prestataire se réserve le droit de demander la restitution des titres de transport non utilisés.

10.2.8 [Avance des fonds](#)

Si l'**Assuré** en justifie le besoin, la **Compagnie** peut lui consentir une avance destinée à lui permettre de faire face aux dépenses urgentes.

Cette avance est limitée à un montant maximum de 3.500 € par sinistre et est remboursable dans le mois suivant le sinistre.

10.2.9 [Assistance hospitalisation](#)

Le prestataire organise et prend en charge les frais de recherche, de réservation, transport en ambulance et aide familiale à concurrence de 100 € maximum.

11 Conditions spéciales - pertes indirectes

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « pertes indirectes » est accordée.

11.1 Etendue de la garantie

A la suite d'un sinistre couvert, la **Compagnie** couvre à concurrence de 5% des indemnités contractuellement dues, les frais et débours engagés et payés par l'**Assuré** ; le remboursement de ces frais se fera sur base des justificatifs fournis par l'**Assuré** à la **Compagnie**.

Ne sont toutefois pas prise en compte, les indemnités afférentes :

- à l'assurance responsabilité civile immeuble ;
- à l'assurance recours des tiers ;
- à l'assurance chômage commercial ;
- à l'assurance responsabilité civile familiale et protection juridique ;
- à l'assistance.

12 Conditions spéciales - tremblement de terre

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « **tremblement de terre** » est accordée.

12.1 Etendue de la garantie

La **Compagnie** garantit, sous réserve des exclusions générales et des exclusions spécifiques, les **dommages matériels** causés aux **biens désignés** par un **tremblement de terre**.

Sont considérés comme un seul sinistre le séisme initial et les éventuelles répliques survenues dans les 72h, de même que les dommages tombant sous le coup d'un péril assuré qui en sont la conséquence directe.

12.2 Exclusions

Ne sont pas couverts dans le cadre de cette garantie les dommages :

- 12.2.1 **survenus alors que le bâtiment est en cours de construction, transformation ou rénovation dans la mesure où il existe un lien causal entre les dommages et les travaux en cours ;**
- 12.2.2 **survenus aux objets se trouvant à l'extérieur du bâtiment** sauf s'ils sont fixés à demeure ;
- 12.2.3 **aux constructions faciles à déplacer ou à démonter, délabrées ou en cours de démolition de même qu'à leur éventuel contenu ;**
- 12.2.4 **aux dépendances et abris de jardins qui ne reposent pas sur des fondations, aux jardins et plantations, aux terrains de golf ou de tennis ;**
- 12.2.5 **aux véhicules terrestres à moteur, aériens, maritimes ou fluviaux.**

12.3 Franchise

Lors du règlement de l'indemnité, l'**Assuré** conserve à sa charge un montant de 10% du dommage avec un minimum de 1.500 €.

13 Conditions spéciales - pluies & inondations

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « pluies & inondations » est accordée.

13.1 Etendue de la garantie

La **Compagnie** garantit, sous réserve des exclusions générales et des exclusions spécifiques, les **biens désignés** contre les **dommages matériels** occasionnés :

- par toute **inondation**, tout débordement / refoulement d'égouts consécutifs à : une crue, des précipitations atmosphériques de forte intensité ou la fonte de neige ou de glace.
- par le ruissellement d'eau consécutif à des **pluies torrentielles** et résultant du manque d'absorption du sol ;
- par les **glissements ou affaissements de terrain** consécutifs à des **pluies torrentielles**.

Les dommages qui résultent des événements climatiques cités ci-dessus seront pris en charge par la **Compagnie** à conditions qu'ils se soient réalisés dans les 72 heures suivant l'événement.

13.2 Biens désignés situés hors zone inondable

Lorsque les conditions particulières mentionnent que les **biens désignés** ne sont pas situés en **zone inondable**, l'**Assuré** bénéficie en cas de sinistre d'une intervention de la **Compagnie** à concurrence de 250.000 € maximum par sinistre.

13.3 Biens désignés situés en zone inondable

Lorsque les conditions particulières mentionnent que les **biens désignés** sont situés en **zone inondable**, l'**Assuré** bénéficie en cas de sinistre d'une intervention de la **Compagnie** à concurrence de 20.000€ maximum par sinistre.

En cas de sinistre, la garantie sera accordée dans la limite du plafond indiqué ci-avant soit 20.000€ et après déduction de la **franchise** de 1.500€ prévue dans le cadre de la présente garantie.

13.4 Exclusions

Ne sont pas couverts dans le cadre de cette garantie les dommages causés :

- 13.4.1 **au contenu se trouvant à l'extérieur des locaux**, à l'exception du **mobilier de jardin**. Dans ce cas, la prise en charge des dommages se fait sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 3.000€ par sinistre ;

- 13.4.2 **lorsque le bâtiment est en cours de construction, transformation ou rénovation et qu'il existe un lien causal entre les dommages et les travaux en cours ;**
- 13.4.3 **par des entrées d'eaux pluviales, de neige ou de glace par des ouvertures non fermées, tels que portes, fenêtres, soupiraux, lucarnes ;**
- 13.4.4 **par les infiltrations d'eaux souterraines ;**
- 13.4.5 **par l'hygrométrie ambiante, même consécutivement à un sinistre couvert ;**
- 13.4.6 **par des champignons ou des moisissures, même consécutivement à un sinistre couvert ;**
- 13.4.7 **par un défaut de réparation ou d'entretien, ou dus à une étanchéité absente, mal conçue ou mal réalisée ;**
- 13.4.8 **par l'humidité, la porosité, la condensation, les phénomènes de capillarité ;**
- 13.4.9 **aux bâtiments situés sur un terrain non constructible ;**
- 13.4.10 **aux bâtiments soumis à l'autorisation de l'Administration de la gestion de l'eau et qui ne respectent pas les conditions afférentes à cette autorisation.**

14 Conditions spéciales - vol

Les présentes conditions spéciales sont applicables uniquement si les conditions particulières mentionnent que la garantie « **vol** » est accordée.

14.1 Etendue de la garantie

La **Compagnie** garantit, pour autant qu'une plainte ait été déposée auprès des autorités judiciaires ou de police compétentes :

- 14.1.1 Le **vol** ou la tentative de **vol** du **contenu** ou des **valeurs** situés dans le **bâtiment désigné**.
- 14.1.2 Les dégâts causés par vandalisme au **contenu** à l'occasion d'un **vol** ou d'une tentative de **vol**.
- 14.1.3 Le **vol** ou la tentative de **vol** du **contenu** entreposé dans les annexes même non contiguës et équipées de serrures à cylindre. Cette intervention se fait sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 2.500 € par sinistre.
- 14.1.4 Le **vol** survenu au domicile des concierges -ou de toute autre personne faisant fonction et désignée par l'assemblée des co-proprétaires- de biens qui leur ont été confiés par l'**Assuré** ou à l'attention de l'**Assuré**. Cette intervention se fait sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 2.500 € par sinistre.
- 14.1.5 Le **vol** ou la tentative de **vol** du **meuble de jardin**, de l'outillage motorisé ou non, ou des plantations situés à l'adresse du risque, même en dehors du **bâtiment désigné**. Cette intervention se fait sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 2.500 € par sinistre.
- 14.1.6 Le **vol** avec violence ou menaces sur un **Assuré** partout dans le monde en ce compris par intrusion dans un véhicule en circulation. Cette intervention se fait sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 6.000 € par sinistre.
- 14.1.7 Le **vol** avec effraction dans un bâtiment situé partout dans le monde, d'**objets personnels** appartenant à l'**Assuré** et déplacés dans le cadre d'un **séjour temporaire** avec un maximum de 2.500 € par sinistre.

14.2 Garanties complémentaires

14.2.1 Dégradations immobilières

En cas de sinistre assuré, la **Compagnie** garantit les dégradations immobilières causées au **bâtiment désigné**.

14.2.2 Vandalisme et malveillance

La **Compagnie** garantit les dommages causés par un acte de vandalisme ou de malveillance au **bâtiment désigné** pour autant que les conditions suivantes soient remplies simultanément :

- l'**Assuré** est propriétaire du bâtiment ;
- le bâtiment fait l'objet d'une **occupation** régulière ;
- le bâtiment n'est pas en cours de construction, ni de transformation, ni de rénovation.

L'indemnisation des dégâts matériels causés par vandalisme ou malveillance est consentie sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 2.500 € par sinistre.

14.2.3 Remplacement des clés

Les frais liés au remplacement des clés et serrures du **bâtiment désigné** suite à la perte ou au **vol** des clés, et moyennant le respect des obligations reprises au point 2.11.2.3 des conditions générales communes. Pour ce qui concerne les bâtiments dont l'**Assuré** est occupant partiel, cette intervention ne vise que les portes donnant directement accès à la partie occupée par lui.

14.3 Vols exclus

Les exclusions mentionnées aux conditions générales communes sont d'application.

En outre, ne sont pas assurés :

14.3.1 l'abus de confiance ;

14.3.2 les vols dans les locaux à occupation irrégulière ;

14.3.3 les vols commis par ou avec la complicité de ou du :

- **Preneur d'assurance, son conjoint, leurs ascendants ou descendants ainsi que les conjoints de ces personnes ;**
- **l'Assuré ;**
- **toute personne au service de l'Assuré pendant les heures de service et, si ces vols ont été commis en dehors de celles-ci, autrement que par effraction ou avec violence.**

14.3.4 les vols de véhicules automoteurs -à l'exception des engins de jardinage-, des remorques non enfermées dans le bâtiment désigné, ainsi que le vol de leurs accessoires et de leur contenu ;

- 14.3.5 **les vols des biens se trouvant à l'extérieur, dans les cours, les jardins** -à l'exception du mobilier de jardin, de l'outillage motorisé ou non et des plantations situés à l'adresse du risque - **dans les couloirs et passages d'accès, ainsi que dans les dépendances isolées ou contiguës avec ou sans communication intérieure avec la construction principale et non munies de serrure à cylindre** ;
- 14.3.6 **si l'Assuré n'occupe que partiellement le bâtiment désigné, le vol des biens se trouvant dans les parties communes et le contenu des garages, caves et greniers s'ils ne sont pas fermés par une serrure de sûreté** ;
- 14.3.7 **le vol des animaux** ;
- 14.3.8 **les vols commis lorsque le bâtiment désigné est en cours de construction, de transformation ou de rénovation** à moins que l'Assuré ne démontre que cette circonstance n'a pas contribué à la survenance ou à l'aggravation des conséquences du sinistre ;
- 14.3.9 **le vol des biens dont l'Assuré n'est pas propriétaire.**

14.4 Limites d'indemnité

L'indemnité est limitée par sinistre :

- 14.4.1 à concurrence de 40% du montant déclaré en **contenu**, pour les objets tels que meubles d'époque et **objets de valeur** ; concernant les timbres de **collection**, l'indemnité par timbre ne pourra être supérieure à 500 € ;
- 14.4.2 à concurrence de 1.500 € par sinistre pour l'ensemble constitué de l'argent comptant, des billets de banque, pièces et lingots de métaux précieux, titres et **valeurs**, livrets d'épargne, chèques-services, chèques-repas, cartes minicash, pierres précieuses et perles fines non montées ;

Ces objets sont assurés :

- s'ils se trouvent sous clefs ;
- à concurrence de 750 € par sinistre s'ils ne se trouvent pas sous clefs.

14.5 Mesures de sécurité

L'**Assuré** doit munir les **locaux** renfermant les biens garantis, des dispositifs de sécurité ci-après :

- portes donnant sur l'extérieur ou sur les parties communes de l'immeuble : au moins une serrure de sûreté ou un verrou de sûreté ;
- parties vitrées facilement accessibles : volet ou bien barreaux ou ornements en métal ne laissant entre éléments qu'un espace libre de 17 cm au maximum ;
- soupiraux : barreaux ou ornements en métal disposés comme il est dit à l'alinéa précédent.

Les moyens de protection seront maintenus en bon état et utilisés en bon père de famille. En cas de sinistre dont la charge est aggravée en raison de la non-utilisation de ces systèmes de protection, la **Compagnie** se réserve le droit de réduire l'indemnité à concurrence de l'aggravation de son préjudice.

14.6 Objets volés retrouvés

Si les objets volés sont retrouvés, l'**Assuré** doit en aviser immédiatement la **Compagnie**.

Si l'indemnité a déjà été payée, l'**Assuré** doit se prononcer dans les quinze jours :

14.6.1 soit pour le délaissement au profit de la **Compagnie** des objets retrouvés ;

14.6.2 soit pour la reprise des objets retrouvés en échange du remboursement de l'indemnité reçue, réduite du montant des frais de réparation éventuels des dégâts encourus.

Si l'indemnité n'a pas encore été payée, elle n'est due que pour les dégâts éventuellement subis par ces objets.

15 Conditions spéciales - responsabilité civile familiale

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « responsabilité civile familiale » est accordée.

15.1 Objet de la garantie

La **Compagnie** garantit les conséquences pécuniaires des actes relevant de la vie privée des **Assurés** et engageant leur responsabilité sur base des articles 1382 à 1386 du Code civil.

15.2 Définitions

15.2.1 Accident

Par dérogation à l'article 1.1 des définitions communes, on entend par **accident**, tout événement soudain, imprévu et extérieur à la victime et à la chose endommagée, constituant la cause de **dommages corporels**, de **dommages matériels** ou de **dommages immatériels**.

15.2.2 Assuré

Par dérogation à l'article 1.3 des définitions communes, on entend par **Assuré** :

15.2.2.1 le **Preneur d'assurance** ;

15.2.2.2 son conjoint cohabitant ;

15.2.2.3 toutes les personnes vivant en permanence au foyer de l'**Assuré**, **à l'exception des locataires et des sous locataires** ;

15.2.2.4 les enfants de ce dernier et/ou ceux de son conjoint cohabitant qui vivent ailleurs pour poursuivre des études aussi longtemps qu'ils sont à la charge de leurs parents au sens fiscal du terme ;

15.2.2.5 toute personne ayant la garde à titre gratuit d'enfants mineurs de l'une des personnes assurées citées ci-dessus ou d'animaux domestiques leur appartenant, dans le seul cas où elle serait mise en cause à la suite de dommages causés par ces enfants ou ces animaux à des tiers ;

15.2.2.6 toute personne apportant aux personnes assurées énumérées aux points 15.2.2.1, 15.2.2.2 et 15.2.2.3 ci-dessus une aide à titre gratuit, dans le seul cas où elle serait mise en cause à la suite de dommages causés à des tiers par elle-même au cours de l'aide.

Toutefois, la garantie du présent contrat ne jouera qu'à titre de complément du/des contrat(s) d'assurance couvrant la responsabilité civile personnelle de cette personne apportant l'aide.

15.2.3 Bâtiments

L'ensemble ou la partie des bâtiments situés au lieu d'assurance et dont l'**Assuré** est propriétaire, ou s'il est copropriétaire, la partie lui appartenant en propre et sa quote-part dans parties communes telle qu'elle est définie au règlement de copropriété.

15.2.4 Tiers

Toute personne autre que celle ayant la qualité d'**Assuré**.

15.3 Etendue territoriale

Les garanties accordées, y compris les recours, s'exercent dans le monde entier pour autant que l'**Assuré** ait sa résidence principale au Grand-duché de Luxembourg.

15.4 Adaptation automatique des montants assurés et de la prime

Les montants assurés et la prime sont automatiquement adaptés à l'échéance annuelle de la prime en fonction des variations de l'indice semestriel des prix à la consommation (base 100 en 1948) publié par le **STATEC**.

La variation des capitaux assurés ainsi que la révision des primes annuelles se calculeront selon le rapport existant entre la valeur de cet indice semestriel à l'échéance annuelle de la prime et la valeur de l'indice lors de la souscription du contrat.

15.5 Etendue de la garantie

La garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'**Assuré** en vertu des articles 1382 à 1386 du Code civil, en raison des **dommages corporels**, des **dommages matériels** et des **dommages immatériels**, causés accidentellement à des tiers au cours de sa vie familiale et privée (y compris pendant le trajet pour se rendre de son domicile à son lieu de travail et vice versa).

L'intervention de la **Compagnie** se fera à concurrence de :

- 8.415.330 € par sinistre au titre des **dommages corporels** ;
- 841.533 € par sinistre au titre des **dommages matériels** et des **dommages immatériels**.

Sont couverts les dommages provenant :

15.5.1 du fait personnel de l'**Assuré**, de sa négligence, de son imprudence en qualité de simple particulier, notamment à l'occasion de la pratique de tous les sports non exclus, même au cours de compétitions, pourvu que ces dernières soient réservées à des amateurs ;

15.5.2 du fait de ses enfants mineurs et de ceux dont il a la garde à titre gratuit, tant au cours d'activités scolaires qu'extra-scolaires ;

Il est précisé que les garanties prévues aux points 15.5.1 et 15.5.2 ci-dessus joueront à titre de complément des contrats d'assurance couvrant à titre principal, la responsabilité sportive, scolaire ou extra-scolaire, quelle que soit la date de souscription de ces contrats.

15.5.3 du fait de son personnel domestique en service ;

- 15.5.4 d'un contrat bénévole, c'est-à-dire d'un contrat dans lequel l'une des parties procure à l'autre un avantage purement gratuit;
- 15.5.5 du fait des animaux domestiques lui appartenant ou dont il a la garde à titre gratuit; les dommages causés par les chevaux sont couverts dès lors que l'**Assuré** en est propriétaire ou en a la garde à titre gratuit, et que leur nombre est au maximum de cinq au jour du sinistre. Sont pris en charge par la **Compagnie** les frais de visites sanitaires et des certificats prescrits par les Autorités à la suite de blessures;
- 15.5.6 du fait des choses lui appartenant ou dont il a la garde, notamment :
- 15.5.6.1 de l'usage de cycles sans moteur et de leurs remorques;
- 15.5.6.2 de l'outillage et des appareils ménagers;
- 15.5.6.3 sous réserve qu'ils ne soient pas assujettis à l'obligation d'assurance automobile :
- de tous véhicules déplacés à la main;
 - de remorques de camping ou de caravanes;
 - de l'outillage de jardin avec ou sans moteur;
 - de cycle à assistance électrique;
 - de fauteuil électrique.
- 15.5.6.4 de l'usage d'armes de chasse, de tir ou de défense, **sous réserve de l'exclusion du point 15.8.7 des présentes conditions**. La garantie est acquise notamment au cours du démontage, du nettoyage ou de la réparation desdites armes et en cas de chute de celles-ci ou de départ inopiné de coups de feu.
- 15.5.6.5 des biens immobiliers servant de résidence principale :
- si l'**Assuré** est propriétaire seul occupant : de l'immeuble et des parties annexes en dépendant (parcs, cours, jardins, et clôtures ainsi que les arbres et plantations y contenus pour une superficie totale de maximum 1 hectare);
 - si l'**Assuré** est copropriétaire : de la partie de l'immeuble qui est affectée à son usage exclusif ainsi que, dans la limite de sa quote-part de propriété, des parties communes, mais à l'exclusion des piscines et des terrains de sports ou de jeux;
 - si l'**Assuré** est locataire : des aménagements immobiliers exécutés à ses frais sur les parties de l'immeuble qu'il occupe et dont il a contractuellement l'entretien.
- 15.5.6.6 des terrains non bâtis situés à une autre adresse partout en Europe lorsque leur superficie totale ne dépasse pas 1 hectare;
- 15.5.6.7 des agencements intérieurs ou extérieurs (y compris les antennes de télévision et de radio) des locaux d'habitation et de leurs dépendances, occupés en permanence ou temporairement, sans qu'il y soit exercé une profession par l'**Assuré**;
- 15.5.7 des chambres d'étudiants ou studios occupés par les enfants assurés;

- 15.5.8 des bâtiments ou parties de bâtiment en cours de construction, reconstruction ou transformation destinés à devenir la résidence principale du preneur pour autant que leur stabilité ne soit pas compromise par les travaux en cours ;
- 15.5.9 d'émanations de gaz provoquées par son installation domestique ;
- 15.5.10 de la pollution accidentelle de l'atmosphère, des eaux et du sol et de toutes autres atteintes à l'environnement, dans la mesure où ces phénomènes se créent, se développent ou se propagent fortuitement du fait du matériel, des installations ou des activités non professionnelles de l'**Assuré**.

L'**Assuré** doit procéder à l'exécution régulière des opérations normales d'entretien, sous peine de déchéance partielle ou totale du droit à la prestation, s'il est prouvé que le non-respect de cette obligation a eu une influence sur la réalisation du sinistre ;

- 15.5.11 d'incendie, d'explosion, de jets de flammes, d'étincelles ou du fait de l'eau. La garantie s'applique notamment à l'occasion de pique-nique, camping ou caravaning ;
- 15.5.12 de l'intoxication ou de l'empoisonnement causé par les boissons ou aliments servis à la table de l'**Assuré** ;
- 15.5.13 du fait d'animaux ou de véhicules quelconques n'appartenant pas à l'**Assuré** et dont il n'a pas la garde lorsqu'il est obligé de les déplacer à la main sur quelques mètres ;
- 15.5.14 du fait de l'**Assuré** ayant pris place dans un véhicule en qualité de passager.

La garantie est accordée à partir du moment où celui-ci monte dans le véhicule jusque et y compris le moment où il en descend, mais ne s'applique que dans la mesure où les dommages ne sont pas couverts par un contrat d'assurance couvrant les dégâts au véhicule ;

- 15.5.15 de l'usage, à l'insu du **Preneur d'assurance** et de son conjoint, par un de leurs enfants ou toute autre personne dont lui ou son conjoint est civilement responsable, d'un véhicule terrestre à moteur ne leur appartenant pas et dont ils ne sont pas gardiens autorisés.

La garantie est étendue à la responsabilité personnelle de l'enfant à condition qu'il ait utilisé le véhicule à l'insu de son gardien et que, s'il n'est pas titulaire du permis de conduire, il n'ait pas au moment du dommage, dépassé de plus de trois mois l'âge minimum requis pour son obtention.

Ne sont pas couverts au titre du présent point les dommages subis par le véhicule.

15.6 Période de garantie

La garantie s'applique aux demandes en réparation, formulées par écrit à l'encontre des **Assurés** ou de la **Compagnie**, relatives à un dommage survenu pendant la période de validité du contrat.

La garantie est également accordée alors même que la demande en réparation serait formulée

après l'expiration du contrat mais, en tout état de cause, dans les trois ans de la survenance du dommage réalisé pendant la période d'assurance.

15.7 Recours fondé sur l'article 116 du Code des Assurances Sociales

L'assurance comprend le recours qui peut être exercé contre le **Preneur d'assurance** et les autres **Assurés** en vertu de l'article 116 du Code des Assurances Sociales, en raison d'accidents subis par un employé de maison, et pour autant qu'il s'agisse d'événements dommageables garantis par le présent contrat.

Si les dispositions légales ultérieures relatives à l'article 116 du Code des Assurances Sociales aggravent les obligations à charge du **Preneur d'assurance** et des autres **Assurés**, la **Compagnie** aura le droit d'exclure la garantie du recours visé audit article 116 moyennant préavis de trois mois à faire parvenir par lettre recommandée au **Preneur d'assurance**, à moins que celui-ci n'accepte de payer le supplément de prime fixé par la **Compagnie**.

15.8 Exclusions

Les exclusions mentionnées aux conditions générales communes sont d'application.

En outre, ne sont pas assurés :

15.8.1 les dommages résultant :

15.8.1.1 de l'exercice de l'activité professionnelle de l'Assuré ;

15.8.1.2 de la pratique par l'assuré de sports aériens ;

15.8.1.3 de la présence ou de la dispersion d'amiante, de fibres d'amiante ou de produits contenant de l'amiante ;

15.8.1.4 d'obligations contractuelles de l'Assuré, sauf s'il s'agit d'un contrat bénévole visé au point 15.5.4 ci-avant ;

15.8.1.5 de la participation à des paris ou défis ;

15.8.1.6 d'une faute lourde de l'Assuré.

Par faute lourde, il faut entendre :

- **l'intoxication alcoolique dont le taux est supérieur d'au moins 0,30 gr/l de sang au seuil légal prévu par la législation luxembourgeoise réglementant la circulation sur toutes les voies publiques, l'ivresse ou l'état analogue résultant de l'absorption de produits autres que des boissons alcoolisées ;**
- **l'exercice à titre privé d'activités nécessitant une qualification professionnelle que ne possède pas l'Assuré, de telle manière que, suivant l'avis de toute personne compétente, la survenance du dommage était prévisible ;**

- **la transmission d'une maladie contagieuse par l'Assuré ainsi que les dommages causés par la maladie d'animaux dont l'Assuré est propriétaire, détenteur ou gardien ou dont il s'est séparé.** Toutefois, les **dommages matériels** et les **dommages corporels** résultant de la transmission de la rage par ces animaux sont pris en charge pour autant que la responsabilité civile de l'**Assuré** soit établie.

15.8.2 les dommages causés par :

15.8.2.1 les véhicules ou appareils ci-après, si l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable en ont la propriété, la conduite, la garde ou l'usage (sous réserve des dispositions 15.5.13 à 15.5.15 ci-dessus) :

- tous véhicules terrestres à moteur ;
- tous véhicules terrestres construits en vue d'être attelés à un véhicule terrestre à moteur et destinés au transport de personnes ou de choses ;
- tous appareils terrestres attelés à un véhicule terrestre à moteur ;
- tous appareils de navigation aérienne.

15.8.2.2 les chevaux propriété de l'Assuré ou gardés à titre gratuit par l'Assuré dès que leur nombre total est supérieur ou égal à six ;

15.8.3 les vols, lorsque l'Assuré responsable est considéré comme auteur, coauteur ou complice ;

15.8.4 les dommages survenant aux objets, immeubles ou animaux qui sont confiés à l'Assuré à un titre quelconque, soit pour les garder, les utiliser, les travailler, les transporter ou dans tout autre but ;

15.8.5 les dommages subis par une personne apportant une aide à titre gratuit à l'Assuré, lorsque ceux-ci relèvent de l'application de la législation sur les Accidents du Travail ;

15.8.6 les dommages matériels et immatériels d'incendie, d'explosion, ou d'eau, lorsque l'événement dommageable a son origine dans les locaux ou immeubles appartenant à l'Assuré ou occupés par lui à quelque titre que ce soit ;

15.8.7 les dommages engageant une responsabilité civile soumise à une assurance rendue obligatoire au Grand-duché du Luxembourg. Restent cependant couverts les sports pratiqués à l'étranger au moyen d'un bateau de plaisance ou d'une planche à voile pris en location ;

15.8.8 les dommages causés par les étangs et autres pièces d'eau situés à une autre adresse que la résidence principale ;

15.8.9 les dommages liés à un glissement, affaissement ou tassement de terrain.

16 Conditions spéciales - protection juridique

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « protection juridique » est accordée. Les définitions précisées dans les garanties « responsabilité civile familiale » et « responsabilité civile immeuble » sont également applicables à la présente garantie.

16.1 Etendue de la garantie

La **Compagnie** s'engage :

- 16.1.1 à assurer la défense pénale de l'**Assuré** devant les tribunaux répressifs où il est cité à la suite :
- d'un délit ou d'une contravention aux lois et aux règlements sur la circulation des piétons et des cycles sans moteur ;
 - d'une infraction aux lois et règlements pour des faits relevant de sa vie privée.

- 16.1.2 à réclamer à l'amiable ou judiciairement la réparation du préjudice subi par l'**Assuré** à la suite de dommages survenus dans le cadre de sa vie privée dans la mesure où ces **dommages corporels** ou ces **dommages matériels** :
- engagent la responsabilité d'un tiers à son égard sur base des articles 1382 à 1386 du Code civil ou de dispositions analogues de droit étranger ;
 - sont consécutifs à un trouble de voisinage au sens de l'article 544 du Code civil, à condition qu'ils découlent d'un événement soudain et imprévisible pour les **Assurés**.

Sont à considérer comme relevant de la vie privée tous actes et situations qui ne résultent pas de l'exercice d'une activité professionnelle, c'est-à-dire d'une activité exercée de manière habituelle et dans un but lucratif.

Les sinistres liés aux activités des enfants assurés qui prestent des services rémunérés pour compte d'autrui pendant les vacances scolaires ou les loisirs, de même que les dommages causés par les chiens affectés à la garde des locaux professionnels sont également couverts.

- 16.1.3 **Toutefois, en ce qui concerne les animaux, la Compagnie ne couvre pas les sinistres relatifs aux animaux non domestiques dont l'Assuré est propriétaire ou gardien.**

- 16.1.4 En ce qui concerne les immeubles, la **Compagnie** ne couvre que les litiges relatifs :

- 16.1.4.1 aux bâtiments ou parties de bâtiments affectés à la résidence principale des **Assurés**, en ce compris, s'ils en font partie :
- les locaux affectés à l'usage d'une profession libérale ;
 - les ascenseurs et monte-charge ;
 - les appartements (garages compris) loués ou gratuitement concédés à des tiers à condition que ces bâtiments comportent maximum deux appartements.
- 16.1.4.2 aux caravanes résidentielles à usage de résidence secondaire ;
- 16.1.4.3 aux garages et parkings à usage privé des **Assurés** ;

- 16.1.4.4 aux jardins et terrains sans que leur superficie totale dépasse 2 hectares ;
- 16.1.4.5 aux chambres d'étudiants ou studios occupés par les enfants assurés ;
- 16.1.4.6 aux bâtiments ou parties de bâtiments en cours de construction, reconstruction ou transformation destinés à devenir la résidence principale ou de l'Assuré ;
- 16.1.5 **En ce qui concerne l'environnement, la Compagnie ne couvre pas les dommages subis par l'Assuré à la suite :**
 - 16.1.5.1 **d'atteintes à l'environnement (sol, air, eau,...) ;**
 - 16.1.5.2 **de pollutions et nuisances notamment par le bruit, les poussières, les ondes et rayonnements, la privation d'une vue, d'air ou de lumière ;**
 - 16.1.5.3 **de glissements ou mouvements de terrains ;**
 - 16.1.5.4 **d'une modification du noyau atomique ou de la production de radiations ionisantes, s'agissant tant des dommages directs qu'indirects.**
- 16.1.6 **En ce qui concerne les déplacements, la Compagnie ne couvre pas les sinistres résultant de l'usage :**
 - 16.1.6.1 **par l'Assuré, de véhicules aériens**, sauf en qualité de passager. On entend par véhicule aérien tout moyen de transport permettant le déplacement dans l'air de personnes ou de biens.
 - 16.1.6.2 **de bateaux à moteur de plus de 10 CV DIN (notamment waterscooters, jetskis ...) ou de bateaux à voile de plus de 300 kg dont un Assuré est propriétaire ou gardien**. On entend par bateau toute embarcation flottante destinée à la navigation.
 - 16.1.6.3 **d'un véhicule automoteur soumis à l'assurance obligatoire au Grand-duché de Luxembourg**, à l'exception du recours civil tendant à l'indemnisation des dommages subis par l'Assuré en qualité de passager d'un tel véhicule.

Sont cependant garantis les sinistres relatifs aux dommages subis par les **Assurés** ou causés aux tiers par les **Assurés**, lorsqu'ils conduisent un véhicule terrestre automoteur soumis à une assurance légalement rendue obligatoire ou un véhicule sur rails sans avoir l'âge légalement requis pour ce faire et à l'insu de leurs parents, des personnes qui les ont sous leur garde et du détenteur du véhicule.
- 16.1.7 **En ce qui concerne les sinistres relatifs à la chasse, la Compagnie ne couvre pas les sinistres consécutifs à des dommages causés ou subis par l'Assuré en qualité de chasseur, organisateur ou directeur de parties de chasse, propriétaire ou locataire de chasse.**
- 16.1.8 **En ce qui concerne les sinistres découlant de dommages couverts par une assurance obligatoire, la Compagnie ne couvre pas les sinistres consécutifs aux dommages engageant dans le chef de l'Assuré une responsabilité civile soumise à une assurance légalement rendue obligatoire.**

- 16.1.9 En ce qui concerne les sinistres découlant d'une faute lourde, la Compagnie ne couvre pas le recours civil visant à l'indemnisation de dommages subis par l'Assuré ayant atteint l'âge de 16 ans et découlant, même partiellement, d'une des fautes lourdes, énumérées ci-après, dont l'Assuré est l'auteur ou le co-auteur :**
- 16.1.9.1 l'intoxication alcoolique dont le taux est supérieur d'au moins 0,30gr/l de sang au seuil légal prévu par la législation luxembourgeoise réglementant la circulation sur toutes les voies publiques, l'ivresse ou l'état analogue résultant de l'absorption de produits autres que des boissons alcoolisées ;**
 - 16.1.9.2 les dommages résultants de paris ou défis ;**
 - 16.1.9.3 les dommages causés à l'occasion de crimes ou délits volontaires.**
- 16.1.10 En ce qui concerne les sinistres découlant d'un fait intentionnel, la Compagnie ne couvre pas les litiges relatifs à la responsabilité personnelle de l'Assuré ayant atteint l'âge de 16 ans.**
- 16.1.11 De même est exclue la défense pénale de l'Assuré de plus de 16 ans au jour des faits pour les crimes et crimes correctionnalisés.**
- 16.1.12 En ce qui concerne les sinistres relatifs au décès d'un proche, la Compagnie ne couvre pas les sinistres portant sur l'indemnisation d'un dommage subi par l'Assuré et découlant du décès d'une personne qui n'a pas la qualité d'Assuré, ni d'allié ou parent en ligne directe, d'un Assuré.**
- 16.1.13 En ce qui concerne les sinistres relatifs à des faits exceptionnels, la Compagnie ne couvre pas :**
- 16.1.13.1 les sinistres résultant de guerre, grève ou émeute, en ce compris la guerre civile ou tous actes de violence d'inspiration collective accompagnés ou non de rébellion contre l'autorité ;**
 - 16.1.13.2 les sinistres résultant de cataclysmes naturels survenus au Grand-duché de Luxembourg.**
- 16.1.14 En ce qui concerne les sinistres relatifs aux droits de tiers, la Compagnie ne couvre pas les sinistres liés aux droits de tiers que l'Assuré ferait valoir en son propre nom.**
- 16.1.15 En ce qui concerne les sinistres relatifs à des faits de récidive et des situations assimilées, la Compagnie ne couvre pas les sinistres portant sur la défense pénale de l'Assuré lorsque celui-ci a déjà fait l'objet d'un dépôt de plainte, d'une information, d'une instruction, d'une enquête de police ou de poursuites concernant des faits dommageables semblables à moins que la date de dépôt de plainte ou de début d'information, d'instruction, d'enquête de police ou de poursuites remonte à plus de 5 ans ou que la procédure entamée a fait l'objet d'un acquittement.**
- 16.1.16 En ce qui concerne les sinistres relatifs à des actions collectives, la Compagnie ne couvre pas les actions collectives, visant à faire cesser une nuisance commune liée à un même fait générateur et à réparer le dommage qui en découle.**
- 16.1.17 Sont en outre exclus de la présente garantie, les frais relatifs à tout litige concernant une responsabilité contractuelle quelconque.**

16.2 Frais pris en charge par la Compagnie

16.2.1 Frais couverts

En vertu du point 16.1 et en fonction des prestations fournies en vue de la solution du litige garanti, la **Compagnie** prend en charge dès le premier euro et sans que l'**Assuré** doive en faire l'avance :

- 16.2.1.1 les frais de constitution et de traitement du dossier par nos soins ;
- 16.2.1.2 les frais d'expertise ;
- 16.2.1.3 les frais de procédure judiciaire et extrajudiciaire à charge de l'**Assuré** ;
- 16.2.1.4 les frais et honoraires d'huissier ;
- 16.2.1.5 les frais et honoraires d'avocat selon ce qui est mentionné au point 16.5 ci-après.

Dans l'hypothèse où l'état de frais et honoraires fait apparaître un montant anormalement élevé, l'assuré s'engage à solliciter de l'autorité ou de la juridiction compétente qu'elle statue, aux frais de la **Compagnie**, sur l'état de frais et honoraires. A défaut, la **Compagnie** se réserve la faculté de limiter son intervention.

En outre, la **Compagnie** rembourse les frais de déplacement et de séjour légitimement et raisonnablement exposés par l'assuré lorsque sa comparution personnelle devant un tribunal étranger est légalement requise ou ordonnée par décision judiciaire.

16.2.2 Frais non couverts

La Compagnie ne prend pas en charge :

- 16.2.2.1 **les frais et honoraires engagés par l'Assuré avant la déclaration de litige ou ultérieurement sans avertir la Compagnie**, sauf urgence justifiée ;
- 16.2.2.2 **les pénalités, amendes, transactions avec le Ministère Public ;**
- 16.2.2.3 **les sommes en principal et accessoires que l'Assuré pourrait être amené à payer dans le cadre du litige pour lequel l'intervention de la Compagnie est sollicitée.**

16.3 Montant des garanties

Les frais énoncés au point 16.2 sont pris en charge par la **Compagnie** à concurrence de 8.415 € par sinistre.

Ne sont pas pris en considération pour la détermination de ce montant, les frais de gestion interne du dossier par la **Compagnie** ainsi que les frais et honoraires de la consultation de l'avocat prévue au point 16.6.

Lorsque plusieurs **Assurés** sont impliqués dans un litige, le **Preneur d'assurance** précise à la **Compagnie** les priorités à accorder dans l'épuisement des montants garantis.

Dans les affaires de recours contre les tiers responsables, les bénéficiaires de la présente garantie fixent eux-mêmes le montant des sommes à réclamer tout en mettant à la disposition de la **Compagnie** les pièces justificatives. La **Compagnie** s'interdit de transiger sans leur autorisation préalable.

16.4 Insolvabilité des tiers

La **Compagnie** accorde sa garantie lorsqu'il résulte des renseignements obtenus que le tiers considéré comme responsable est insolvable.

L'intervention de la **Compagnie** se fera à concurrence de 8.415 € par sinistre, pour les dommages et intérêts alloués par les Tribunaux en réparation des **dommages corporels** et/ou des **dommages matériels** subis par les **Assurés** lorsque le tiers responsable de l'accident est déclaré insolvable après exécution de toutes voies de recours.

Il est expressément convenu que, si le tiers responsable revient à meilleure fortune, la **Compagnie** n'exercera son droit de recours que pour autant que l'**Assuré** ait préalablement exercé ses droits ou y ait formellement renoncé.

16.5 Liberté de choix de l'avocat

Lorsque, avec l'accord écrit préalable de la **Compagnie**, il y a lieu de solliciter un avocat pour défendre ou servir les intérêts de l'**Assuré**, celui-ci ou son représentant autorisé a la liberté de choisir un avocat. Dans la mesure où la loi applicable à la procédure le permet, il peut aussi choisir toute autre personne ayant les qualifications requises pour la défense de ses intérêts :

- 16.5.1 en cas de poursuites pénales ;
- 16.5.2 lorsque, un recours ne trouvant pas de solution amiable, une procédure judiciaire ou administrative doit être engagée ;
- 16.5.3 chaque fois que surgit un conflit d'intérêts entre l'**Assuré** et la **Compagnie** ; dans ce cas, la **Compagnie** invite son **Assuré** à faire usage de son choix.

La liberté de choisir de l'**Assuré** s'exerce même en cas de procédure engagée à l'étranger. Si l'**Assuré** le demande, la **Compagnie** peut le conseiller dans son choix.

En vue de bénéficier de la prise en charge des frais et honoraires d'avocat, l'**Assuré** s'engage - sauf urgence justifiée - à communiquer préalablement et par écrit le nom de son avocat à la **Compagnie**, à l'avertir de la mise en oeuvre et du suivi de ladite procédure.

L'**Assuré** et la **Compagnie** exercent conjointement la direction de la procédure.

Si l'**Assuré** décide de changer d'avocat en cours de procédure, la **Compagnie** ne prendra en charge que les frais et honoraires qui auraient résulté de l'intervention d'un seul avocat.

S'il s'agit d'une procédure engagée au Grand-duché de Luxembourg et que l'**Assuré** choisit un avocat à l'étranger, la **Compagnie** limitera le remboursement des frais de déplacement de cet avocat à ce qu'elle aurait dû normalement payer si l'**Assuré** avait choisi un avocat au Grand-duché de Luxembourg.

16.6 Arbitrage

En cas de conflit d'intérêts entre la **Compagnie** et l'**Assuré** ou de désaccord quant au règlement du litige, le différend est soumis, sans préjudice du point 16.5.3, à deux arbitres désignés l'un par la **Compagnie**, l'autre par l'**Assuré**. A défaut d'entente entre eux, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux. Faute pour l'une des parties de nommer son propre arbitre, ou faute pour les deux arbitres de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination en sera faite par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement du domicile de l'**Assuré**, statuant en référé. Leur décision est définitive et sans appel.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, avant tout arbitrage ou contrairement à l'avis des arbitres, l'**Assuré** exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable par rapport à l'avis de la **Compagnie** ou des arbitres, la **Compagnie** l'indemnise des frais et honoraires exposés pour l'exercice de cette action.

16.7 Subrogation

La **Compagnie** est subrogée dans les droits de l'**Assuré** pour récupérer toutes sommes avancées par elle.

17 Conditions spéciales - matériel multimédia

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « matériel multimédia » est accordée.

17.1 Objet de la garantie

La **Compagnie** couvre tout bris ou destruction **accidentel** résultant d'une chute, d'un choc ou de la pénétration d'un corps étranger et qui rend nécessaire la réparation ou le remplacement du **matériel multimédia**.

Sont également couverts au titre de cette garantie les équipements suivants :

- **équipement d'alarme et de surveillance**, en activité ou au repos, pendant les opérations de démontage, de déplacement sur les lieux assurés ou de remontage nécessitées pour leur entretien ou leur révision, pour autant que la mise en exploitation des dits matériels ait donné entière satisfaction ;
- **équipement domotique**.

Sous réserve que la garantie « vol » ait été accordée et qu'une plainte ait été déposée auprès des autorités judiciaires ou de police compétentes, la **Compagnie** couvre également :

- le **vol** du **matériel multimédia** lorsque le vol a eu lieu à l'extérieur du **bâtiment désigné** ;
- le **vol** de ces équipements se trouvant à l'intérieur d'un véhicule terrestre automoteur à condition que le dit véhicule soit également volé ou qu'il y ait effraction caractérisée du véhicule ;
- le **vol** de ces équipements qu'un **Assuré** déplace à l'occasion d'un **séjour temporaire** dans un bâtiment situé n'importe où dans le monde.

Sous réserve que les garanties « incendie », « tempête et grêle », « dégâts des eaux », « tremblement de terre » ou « pluies & inondations » aient été accordées, la **Compagnie** étend leur portée respective à tous ces équipements, lorsque ceux-ci ont été déplacés à l'occasion d'un **séjour temporaire** dans un bâtiment situé n'importe où dans le monde.

L'intervention de la **Compagnie** se fait sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 10.000 € par sinistre.

17.2 Exclusions

Sont exclus de la garantie :

- 17.2.1 **le matériel dont l'Assuré n'est pas propriétaire ;**
- 17.2.2 **les pertes liées à l'action d'un virus et tous préjudices consécutifs ;**
- 17.2.3 **les pertes ou dommages dus à des vices ou défauts qui existaient à la date d'effet de la présente assurance et qui étaient connus de l'Assuré ou de ses mandataires ;**

- 17.2.4 **les pertes ou dommages qui sont la conséquence directe :**
 - **des effets continuels de l'exploitation (usure) ;**
 - **d'un fonctionnement défectueux.**
- 17.2.5 **les frais exposés pour réparer des défauts de fonctionnement**, sauf si ces défauts sont la conséquence d'une perte ou d'un dommage indemnisable causé aux matériels assurés ;
- 17.2.6 **les frais d'entretien des matériels assurés, y compris le coût des pièces remplacées pendant les travaux d'entretien ;**
- 17.2.7 **les pertes ou dommages dont le fabricant ou le fournisseur est légalement ou contractuellement responsable ;**
- 17.2.8 **les pertes indirectes de quelque nature que ce soit ;**
- 17.2.9 **les pertes ou dommages causés aux lampes, tubes, bandes transporteuses, fusibles, joints, courroies, chaînes ;**
- 17.2.10 **les défauts d'ordre esthétique, tels que les bosses, égratignures, rayures ou écailllements ;**
- 17.2.11 **les pertes de données ;**
- 17.2.12 **les dommages d'origine électrique ;**
- 17.2.13 **les dommages d'un montant inférieur à 60 € ;**
- 17.2.14 **les dommages causés au contenu des appareils ;**
- 17.2.15 **les vols commis par ou avec la complicité de ou du :**
 - **Preneur d'assurance, son conjoint, leurs ascendants ou descendants ainsi que les conjoints de ces personnes ;**
 - **l'Assuré ;**
 - **toute personne au service de l'Assuré pendant les heures de service et, si ces vols ont été commis en dehors de celles-ci, autrement que par effraction ou avec violence.**

En ce qui concerne les pièces mentionnées aux points 17.2.9 et 17.2.10, la **Compagnie** est tenue de payer une indemnité lorsqu'elles ont été endommagées à la suite d'une perte ou d'un dommage indemnisable causé aux matériels assurés.

17.3 Indemnisation

17.3.1 L'indemnisation se fait par le paiement des frais nécessaires pour la réparation ou le remplacement des matériels détruits, détériorés ou volés, les parties remplacées devenant la propriété de la **Compagnie**.

17.3.2 L'indemnité est calculée selon les règles fixées au point 2.5.2.1 des conditions générales communes.

17.3.3 On considère qu'il y a sinistre partiel chaque fois que les frais de réparation, augmentés de la valeur des parties remplacées :

- sont inférieurs à la valeur d'assurance ;
- sont inférieurs à la valeur actuelle, vétusté déduite, lorsqu'il s'agit de matériels pour lesquels les pièces de rechange fabriquées en série ne sont pas disponibles.

Dans tous les autres cas, on considère qu'il y a sinistre total.

17.3.4 Les frais supplémentaires liés au transport par avion ne sont remboursés que pour autant que leur remboursement ait été expressément convenu avec la **Compagnie**.

17.3.5 La **Compagnie** n'est pas tenue à garantie pour :

- les frais qui auraient été engendrés même si le dommage n'était pas survenu (par ex. pour l'entretien) ;
- les frais supplémentaires dus au fait qu'à l'occasion du sinistre, le matériel se trouvera transformé ou amélioré ;
- les frais qui, d'après leur nature ou leur montant, ne sont pas compris dans la somme assurée.

17.3.6 Si le matériel assuré est réparé provisoirement, la **Compagnie** rembourse le montant total des frais de réparation provisoire et de réparation définitive seulement jusqu'à concurrence du montant des frais de réparation qui auraient été engendrés sans la réparation provisoire.

Cette restriction n'est pas d'application si la réparation provisoire a permis de limiter l'étendue du dommage.

17.4 Dispositions finales

17.4.1 L'**Assuré** prendra toutes précautions utiles et donnera suite à toutes recommandations raisonnables de la **Compagnie** en vue de prévenir les dommages ou pertes, de remplir les prescriptions légales et de suivre les recommandations faites par le fabricant.

Les mandataires de la **Compagnie** auront le droit d'inspecter et d'évaluer, à tout moment raisonnable, le risque assuré et l'**Assuré** mettra à la disposition des mandataires de la **Compagnie** tous les éléments d'information nécessaires pour l'évaluation du risque assuré.

17.4.2 Lorsque les biens assurés se trouvent à l'intérieur d'un véhicule inoccupé, la garantie intervient uniquement si les deux conditions suivantes sont remplies simultanément :

- le véhicule a été fermé à clé ;
- le matériel assuré n'a pas été laissé en vue à l'intérieur de l'habitacle du véhicule.

17.4.3 Dès qu'il a connaissance d'un événement susceptible de faire jouer la garantie, l'**Assuré** doit :

- avertir la **Compagnie** conformément au point 2.11 des conditions générales communes à toutes les garanties et lui indiquer la nature et l'étendue des dommages et pertes ;
- prendre toutes mesures en son pouvoir afin de réduire l'étendue des dommages ou pertes ;
- garder les éléments endommagés pour qu'ils puissent être examinés par un représentant officiel ou un inspecteur de la **Compagnie** ;
- fournir toutes les informations et tous les documents que la **Compagnie** peut lui demander.

En aucun cas, la **Compagnie** ne répondra des dommages ou pertes qui n'auront pas été portés à sa connaissance dans les quinze jours suivant leur survenance.

Après avoir averti la **Compagnie**, conformément aux dispositions ci-dessus, l'**Assuré** peut, lorsqu'il s'agit de dommages représentant moins de 20% de la valeur à neuf de l'équipement endommagé, faire procéder aux réparations nécessaires ; dans tous les autres cas, l'**Assuré** devra attendre qu'un représentant de la **Compagnie** ait possibilité d'examiner les dommages avant de faire procéder aux réparations ou d'effectuer des changements quelconques.

La garantie de la **Compagnie** au titre des présentes conditions spéciales relatives aux matériels endommagés cessera si ceux-ci restent en service sans être réparés d'une manière jugée satisfaisante par la **Compagnie** ou si des réparations provisoires sont effectuées sans l'accord de la **Compagnie**.

17.4.4 L'**Assuré** s'engage à prendre ou à faire prendre, aux frais de la **Compagnie**, toutes mesures jugées nécessaires ou décidées par la **Compagnie** en vue de sauvegarder ses droits ou d'obtenir de parties autres que celles mentionnées aux conditions particulières un dédommagement ou une indemnité auxquels elle aurait droit directement ou par subrogation du fait d'avoir indemnisé une perte ou un dommage au titre du présent contrat, que ces mesures soient jugées nécessaires ou soient requises avant ou après que l'**Assuré** ait été indemnisé par la **Compagnie**.

18 Conditions spéciales - dommages aux biens

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie « dommages aux biens » est accordée.

18.1 Objet et étendue de la garantie

La **Compagnie** couvre tout bris ou destruction **accidentel** résultant d'une chute, d'un choc ou de la pénétration d'un corps étranger et qui rend nécessaire la réparation ou le remplacement des objets et matériels à usage privé suivants :

- instruments de musique ;
- matériel utilisé dans le cadre de la pratique de sports, de la chasse ou de la pêche ;
- **bijoux**.

Sous réserve que la garantie « vol » ait été accordée et qu'une plainte ait été déposée auprès des autorités judiciaires ou de police compétentes, la **Compagnie** couvre également :

18.1.1 le **vol** de ces objets lorsqu'ils sont sous la surveillance directe et immédiate de l'**Assuré** ou des personnes qui l'accompagnent ;

18.1.2 le **vol** de ces objets lorsqu'ils sont hors de la surveillance directe et immédiate de l'**Assuré** ou des personnes qui l'accompagnent :

18.1.2.1 dans la(les) résidence(s) secondaire(s) de l'**Assuré** ou dans ses locaux professionnels ;

18.1.2.2 occasionnellement, dans tous autres locaux clos, couverts et fermés à clé. **Ne sont pas considérés comme tels les hangars, bateaux, tentes, caravanes automotrices ou remorquées, auvents ou avancées de caravanes et emplacements similaires ;**

18.1.2.3 dans une voiture automobile, une caravane, une remorque, une cabine ou un coffre de bateau, pour autant que soient remplies les conditions fixées au point 18.5 des présentes conditions spéciales ;

18.1.2.4 alors qu'ils sont confiés comme « bagages enregistrés » à une entreprise de transports.

Sous réserve que les garanties « incendie », « **tempête** », « dégâts des eaux », « **tremblement de terre** » ou « **pluies & inondations** » aient été accordées, la **Compagnie** étend leur portée respective à tous ces objets, lorsque ceux-ci ont été déplacés à l'occasion d'un **séjour temporaire** dans un bâtiment situé n'importe où dans le monde.

L'intervention de la **Compagnie** se fait sans application de la règle proportionnelle à concurrence de 2.500 € par objet et 5.000 € par sinistre.

18.2 Etendue territoriale

La garantie ainsi définie s'exerce dans le monde entier.

18.3 Exclusions

Sont exclus de la garantie :

- 18.3.1 **les objets et matériels dont l'Assuré n'est pas propriétaire ;**
- 18.3.2 **les dommages aux véhicules automoteurs ;**
- 18.3.3 **les dommages aux vêtements et accessoires (casque, lunettes, gants, bottes, combinaison, ...) ;**
- 18.3.4 **les dommages dus à des vices ou défauts qui existaient à la date d'effet de la présente assurance et qui étaient connus de l'Assuré ou de ses mandataires ;**
- 18.3.5 **les dommages qui sont la conséquence directe :**
 - **de l'usure, de la détérioration lente, de la vétusté ou d'un défaut d'entretien ;**
 - **d'un fonctionnement défectueux ;**
 - **de la pluie, de la grêle et de toute autre manifestation atmosphérique.**
- 18.3.6 **les frais exposés pour réparer des défauts de fonctionnement, sauf si ces défauts sont la conséquence d'une perte ou d'un dommage indemnisable causé aux matériels assurés ;**
- 18.3.7 **les frais d'entretien des matériels assurés, y compris le coût des pièces remplacées pendant les travaux d'entretien ;**
- 18.3.8 **les dommages dont le fabricant ou le fournisseur est légalement ou contractuellement responsable ;**
- 18.3.9 **les pertes indirectes de quelque nature que ce soit ;**
- 18.3.10 **les vices de sonorité, la casse des cordes ainsi que les dommages aux peaux des instruments de musique ;**
- 18.3.11 **les dommages aux instruments de musique survenus en cours de transport et résultant d'une absence d'emballage ou d'un emballage inapproprié ;**
- 18.3.12 **les dommages d'ordre purement esthétique ;**
- 18.3.13 **les dommages d'origine électrique ;**
- 18.3.14 **les dommages d'un montant inférieur à 100 € ;**
- 18.3.15 **les vols commis par ou avec la complicité de ou du :**
 - **Preneur d'assurance, son conjoint, leurs ascendants ou descendants ainsi que les conjoints de ces personnes ;**
 - **l'Assuré ;**
 - **toute personne au service de l'Assuré pendant les heures de service et, si ces vols ont été commis en dehors de celles-ci, autrement que par effraction ou avec violence.**

En ce qui concerne les pièces mentionnées aux points 18.3.10 et 18.3.12, la **Compagnie** est tenue de payer une indemnité lorsqu'elles ont été endommagées à la suite d'une perte ou d'un dommage indemnisable causé au matériel assuré.

18.4 Indemnisation

18.4.1 Pour les instruments de musique et matériels utilisés dans le cadre de la pratique de sports, de la chasse ou de la pêche, l'indemnisation se fait par le paiement des frais nécessaires pour leur réparation ou leur remplacement, les parties remplacées devenant la propriété de la **Compagnie**.

Le calcul de l'indemnité tient compte d'une vétusté de 10% par année d'ancienneté du bien, sans que cette vétusté ne puisse dépasser 80%. L'ancienneté d'un bien correspond à la durée comprise entre la date d'achat du bien et la date du sinistre.

18.4.2 Pour les **bijoux**, l'indemnisation se fait par le paiement des frais nécessaires à leur réparation ou leur remplacement.

18.4.3 On considère qu'il y a sinistre partiel chaque fois que les frais de réparation, augmentés de la valeur des parties remplacées sont inférieurs à la valeur d'assurance.

Dans tous les autres cas, on considère qu'il y a sinistre total.

18.4.4 Les frais supplémentaires liés au transport par avion ne sont remboursés que pour autant que leur remboursement ait été expressément convenu avec la **Compagnie**.

18.4.5 La **Compagnie** n'est pas tenue de fournir sa garantie pour :

- les frais qui auraient été engendrés même si le dommage n'était pas survenu (par ex. pour l'entretien) ;
- les frais supplémentaires liés au fait qu'à l'occasion du sinistre, le matériel se trouvera transformé ou amélioré ;
- les frais qui, d'après leur nature ou leur montant, ne sont pas compris dans la somme assurée.

18.4.6 Si le matériel assuré est réparé provisoirement, la **Compagnie** rembourse le montant total des frais de réparation provisoire et de réparation définitive seulement jusqu'à concurrence du montant des frais de réparation qui auraient été engendrés sans la réparation provisoire.

Cette restriction n'est pas d'application si la réparation provisoire a permis de limiter l'étendue du dommage.

18.5 Mesures obligatoires de sécurité

Lorsque les objets assurés se trouvent hors de la surveillance directe et immédiate de l'**Assuré** ou des personnes l'accompagnant et que leur localisation correspond à l'un des cas visés au point 18.1.2.3 des présentes conditions spéciales, la garantie ne s'exerce qu'entre sept heures et vingt-deux heures et à condition que le dommage soit accompagné :

- du **vol** simultané de la voiture, de la caravane, de la remorque ou du bateau ;
- de l'effraction caractérisée du véhicule, du coffre ou de la cabine du bateau.

La garantie est acquise dans ce second cas si :

- la caravane ou la remorque est entièrement close et construite en bois, métal ou plastique rigide et vitrage ;
- toutes les portes du véhicule ou de la cabine de bateau où se trouvent les objets garantis y compris le volet ou la porte fermant le coffre aménagé dans la carrosserie de la voiture ou de la caravane ou encore dans la coque du bateau, sont bloqués en position de fermeture ;
- les vitrages sont fermés et le « toit ouvrant » est bloqué en position de fermeture.

Toutefois, la garantie de la **Compagnie** porte également sur les objets laissés dans le coffre d'une voiture découverte ou décapotable, mais seulement si ledit coffre est fermé à clé et inaccessible de l'intérieur du véhicule et pour autant que le **vol**, la détérioration ou la destruction de ces objets ait été précédée d'une effraction du coffre.

Par contre, la garantie n'est pas acquise si les objets assurés se trouvent dans l'habitacle d'un véhicule équipé d'un toit non rigide.

18.6 Evacuation : cas de suspension

Pour les risques autres que ceux d'incendie et d'explosion, les effets du contrat sont suspendus de plein droit pendant la durée de l'évacuation des locaux renfermant les biens garantis lorsque celle-ci est ordonnée par les Autorités ou nécessitée par des faits de guerre ou des troubles civils.

Lorsque la garantie sera remise en vigueur, la **Compagnie** tiendra compte de la portion de la prime non absorbée.

18.7 Obligations de l'Assuré en cas de sinistre

L'**Assuré** ou, à défaut, le **Preneur d'assurance** doit :

- dans tous les cas où la responsabilité d'un tiers peut être mise en cause, invoquer cette responsabilité par tous moyens de droit, notamment en cas d'avarie survenue en cours de transport, en formulant auprès du transporteur ou du commissionnaire de transport, dans les délais et formes prévus par les règlements, toutes les réserves nécessaires ;
- prévenir la police locale dans les douze heures suivant le moment où il a eu connaissance du **vol** ou de la tentative de **vol** ;
- déposer une plainte auprès du Parquet ;
- préciser à la **Compagnie** les noms et adresses de l'auteur du sinistre ou de la personne civilement responsable ainsi que, si possible, des témoins et indiquer si les autorités sont intervenues et ont établi un procès-verbal ou dressé un constat.

18.8 Disposition spéciale

Aucune réparation ne peut être entreprise sans l'accord formel de la **Compagnie**.

18.9 Objets volés ou disparus retrouvés

18.9.1 En cas de récupération, en totalité ou en partie, d'objets volés ou perdus, l'**Assuré** doit en aviser immédiatement la **Compagnie**.

18.9.1.1 Si l'indemnité a déjà été payée, l'**Assuré** doit se prononcer dans les quinze jours :

- soit pour le délaissement des objets retrouvés ;
- soit pour la reprise des objets retrouvés en échange du remboursement de l'indemnité reçue, réduite du montant des frais de réparation éventuels des dégâts encourus.

18.9.1.2 Si l'indemnité n'a pas encore été payée, elle n'est due que pour les dégâts éventuellement subis par ces objets et les frais que l'**Assuré** a pu exposer utilement et/ou avec l'accord de la **Compagnie** pour la récupération de ces objets.

18.9.2 Lorsque l'**Assuré** vient à avoir connaissance qu'une personne détient le bien volé, il doit en aviser la **Compagnie** dans les huit jours par lettre recommandée.

19 Conditions spéciales - garanties complémentaires

Les présentes conditions spéciales sont applicables si les conditions particulières mentionnent que la garantie «incendie et périls connexes» est souscrite.

La **Compagnie** offre diverses garanties complémentaires en cas de sinistre couvert mettant en œuvre les garanties suivantes : incendie & périls connexes – dégâts électriques – **tempête** & grêle – dégâts des eaux – bris de vitrages – **tremblement de terre** – pluies & inondations – **vol**.

Cette intervention ne donne pas lieu à l'application d'une règle proportionnelle.

Les frais qui sont exposés doivent l'avoir été en bon père de famille.

Ces frais sont pris en charge à concurrence de 1.000.000 € par sinistre ; ce montant sera consommé par épuisement des différents postes selon les priorités définies par l'**Assuré**.

19.1 Frais de sauvetage

La **Compagnie** prend en charge les frais engagés pour arrêter ou limiter le sinistre, mais aussi pour soustraire les **biens désignés** aux effets d'un péril assuré.

La **Compagnie** garantit les frais de sauvetage et de prévention découlant :

- des mesures demandées par la Compagnie aux fins de prévenir ou atténuer les conséquences du sinistre, ou
- des mesures urgentes et raisonnables prises d'initiative par l'**Assuré** pour prévenir le sinistre en cas de danger imminent ou, si le sinistre a commencé, pour en prévenir ou en atténuer les conséquences.

Ces frais sont à la charge de la **Compagnie** lorsqu'ils ont été exposés en bon père de famille, et même s'ils l'ont été sans résultat.

Le **Preneur d'assurance** s'engage à informer la **Compagnie** dès que possible des mesures qu'il a prises concernant ces frais.

Il est précisé, que restent à la charge du **Preneur d'assurance**, les frais découlant des mesures tendant à prévenir un sinistre en l'absence de danger imminent ou lorsque le danger imminent est écarté.

Si l'urgence et la situation de danger imminent sont dues au fait que le **Preneur d'assurance** n'a pas pris en temps utile les mesures de prévention qui lui incombent normalement, les frais ainsi engagés ne seront pas considérés comme des frais de sauvetage à charge de la **Compagnie**.

Les frais susvisés sont à la charge de la **Compagnie** dans la mesure où ils se rapportent exclusivement à des prestations assurées par le présent contrat.

Cependant, si à la suite d'un sinistre il apparaît que la **Compagnie** n'est tenue que partiellement, les frais susvisés ne seront à sa charge que dans la même proportion.

19.2 Frais de déblai et démolition

La **Compagnie** prend en charge les frais nécessaires à la reconstruction ou à la reconstitution des biens assurés et sinistrés.

19.3 Frais de conservation et d'entreposage

La **Compagnie** prend en charge les frais nécessaires à la conservation ou à l'entreposage des biens sauvés.

19.4 Frais de logement provisoire

Lorsque les **locaux** à usage privé sont devenus inutilisables, la **Compagnie** prend en charge les frais nécessaires au logement provisoire dans un hôtel ou ailleurs pendant une durée maximale de quatre-vingt-dix jours à concurrence d'un montant maximum de 80 € par nuit par personne vivant habituellement au domicile de l'**Assuré**.

19.5 Chômage immobilier

L'intervention de la Compagnie est limitée à la durée normale de reconstruction du bâtiment, avec un maximum de 24 mois.

Cette indemnisation ne peut se cumuler, pour une même période, avec les frais de logement précités.

19.6 Frais liés aux garanties dégâts des eaux et dégâts d'huile minérale

La **Compagnie** couvre les frais :

19.6.1 de recherche des fuites des installations hydrauliques défectueuses du **bâtiment désigné** ainsi que les frais d'ouverture et de remise en état des murs, planchers et plafonds en vue de la réparation desdites installations ;

19.6.2 liés à la réparation ou au remplacement de la canalisation encastrée ou souterraine à l'origine du sinistre.

19.7 Frais liés à la garantie dégâts électriques

La **Compagnie** couvre les frais liés :

19.7.1 à la recherche du défaut dans l'installation électrique qui est à l'origine du sinistre ;

- 19.7.2 à la recherche ou au remplacement de la pièce défectueuse qui est à l'origine du sinistre dans la mesure où cette pièce ne relève pas des exclusions reprises aux conditions spéciales de la garantie « dégâts électriques » ;
- 19.7.3 à la remise en état consécutive à ces travaux.

Ne sont pas pris en charge, les frais de recherche liés à l'équipement domotique.

19.8 Frais liés à la garantie bris de vitrages

La **Compagnie** couvre les frais liés :

- 19.8.1 au remplacement des vitrages assurés ;
- 19.8.2 aux dégâts causés aux cadres, châssis, soubassements situés à proximité des vitrages endommagés ;
- 19.8.3 à la reconstitution des inscriptions, peintures, décorations, gravures figurant sur les vitrages endommagés ;
- 19.8.4 aux **dommages matériels** causés aux **biens désignés** par la projection de débris des vitrages assurés.

19.9 Frais de dépollution

La **Compagnie** prend en charge les frais d'assainissement des terrains pollués par l'écoulement d'huile minérale et frais de transport et de déblaiement des terres polluées par l'écoulement d'huile minérale suite à un sinistre couvert à concurrence de 25.000 €, et cela même si les biens assurés n'ont pas subi de dommage.

L'extension ne sortira ses effets qu'à condition :

- 19.9.1 que la réglementation en la matière aie été respectée ;
- 19.9.2 que les garanties de base (incendie et périls connexes, tempête, grêle, pression de la neige ou de la glace, dégâts électriques) aient été souscrites pour le bâtiment.

Si le bâtiment est en cours de transformation, construction ou reconstruction, l'extension de garantie est inopérante à moins que l'**Assuré** ne démontre que cette circonstance n'a pas contribué à la survenance ou à l'aggravation des conséquences du sinistre.

19.10 Frais de remise en état des jardins

La **Compagnie** prend en charge les frais nécessaires à la remise en état des jardins et des plantations endommagées par un péril couvert.

Si les **biens désignés** n'ont pas été endommagés, l'intervention de la **Compagnie** se limitera à 3.000 € sur base des justificatifs fournis par l'**Assuré**.

19.11 Frais d'expertise

La **Compagnie** prend en charge le remboursement à l'**Assuré** des honoraires (toutes taxes éventuelles comprises) qu'il a effectivement payés à l'expert qu'il a désigné pour l'évaluation des dégâts aux **biens désignés**, sans que cette indemnisation ne puisse dépasser les montants résultant de l'application du barème repris ci-dessous : les tranches susvisées correspondent à l'indice général 652,26 du coût de la construction publié par le **STATEC** et sont adaptées en fonction de son évolution.

Indemnités, hors frais d'expertise		Barème appliqué en % de ces indemnités		
Jusqu'à 6.484 €		5 %		
de 6.485 €	à 43.232 €	324 €	+ 3,50%	sur la partie dépassant 6.485 €
de 43.233 €	à 216.165 €	1.610 €	+ 2,00%	sur la partie dépassant 43.233 €
de 216.166 €	à 432.335 €	5.069 €	+ 1,50%	sur la partie dépassant 216.166 €
de 432.336 €	à 1.296.988 €	8.312 €	+ 0,75%	sur la partie dépassant 432.336 €
Au-delà de 1.296.988 €		14.796 €	+ 0,35%	sur la partie dépassant 1.296.989 €
		Maximum : 21.617 €		

19.12 Recours des locataires ou occupants

La **Compagnie** couvre les frais que l'**Assuré** pourrait être amené à supporter en qualité soit de bailleur, en vertu de l'article 1721, deuxième alinéa, du Code civil, à l'égard des locataires ; soit de propriétaire, à l'égard des occupants autres que locataires.

19.13 Recours des tiers

La **Compagnie** couvre les frais que l'**Assuré** peut encourir en vertu des articles 1382 à 1386 du Code civil pour les **dommages matériels** causés par un sinistre garanti se communiquant à des biens qui sont la propriété de tiers.

Addendum aux conditions d'assurances

Article 1 : Existence, date/prise d'effet du contrat

Sauf indication contraire ou spécifique, la clause relative à l'existence, la formation, la prise ou date d'effet du contrat est précisée et complétée comme suit :

« Le Contrat est formé par la signature des Conditions particulières par le Preneur d'assurance et la Compagnie.

Un exemplaire signé devra être retourné par le Preneur d'assurance à la Compagnie. **A défaut de retour signé des Conditions Particulières, alors que la ou les primes ont été payées, le contrat sera réputé formellement accepté par le Preneur d'assurance et valablement conclu. »**

Article 2 : Conflits d'intérêts

« **Le conflit d'intérêt** peut se définir comme « toute situation professionnelle dans laquelle le pouvoir d'appréciation ou de décision d'une personne, d'une entreprise ou d'une organisation peut être influencée ou altérée dans son indépendance ou son intégrité, par des considérations d'ordre personnel ou par un pouvoir de pression émanant d'un tiers. »

Aux fins de la détection des conflits d'intérêts susceptibles de survenir dans le cadre de son activité y compris dans le cadre de distribution d'assurances et qui comportent le risque de porter atteinte aux intérêts d'un client (Preneur d'assurance, Assuré ou Bénéficiaire), la Compagnie est tenue d'évaluer si elle-même, ses dirigeants et son personnel, ses agents d'assurance ou toute personne qui lui est directement ou indirectement liée par une relation de contrôle, ont un intérêt au résultat de cette activité lorsque cet intérêt :

- 1) est distinct de l'intérêt du client
- 2) ou peut potentiellement influencer le résultat des activités de distribution au détriment du client.

La compagnie doit procéder de la même manière pour déceler les conflits d'intérêts entre un client et un autre.

Dans ce contexte, la Compagnie a mis en place un ensemble de mesures organisationnelles et administratives destinées à identifier, prévenir, contrôler et gérer toutes les situations de conflits d'intérêts pouvant affecter de manière négative les intérêts de ses clients, notamment - mais pas exclusivement - lors de la commercialisation d'un contrat d'assurance.

Lorsqu'il est établi que certaines mesures organisationnelles et administratives ne sont pas suffisantes pour garantir qu'un conflit d'intérêt sera évité ou bien qu'il n'est pas possible de gérer le conflit d'intérêts concerné de manière efficace, la Compagnie s'engage à informer le Client de la nature et de la source du conflit d'intérêts concerné en temps utile avant la conclusion du contrat d'assurance.

La politique de conflits d'intérêts mise en place par la Compagnie est disponible sur simple demande ou peut être consultée directement sur le site internet www.axa.lu.

Article 3 : Rémunérations, commissions et avantages

Principe général

La Compagnie s'engage à ce que la politique de rémunération mise en place au profit de son personnel, de ses agents d'assurance et plus généralement des intermédiaires en charge de la distribution de ses produits d'assurance, n'entrave pas leur capacité à agir au mieux des intérêts de ses Clients, ni ne les dissuade de faire une recommandation adaptée ou de présenter une information de manière impartiale, claire et non trompeuse.

Commissions et avantages

Les Preneurs d'assurance et assurés sont informés préalablement à la conclusion d'un contrat de la nature de la rémunération perçue par les intermédiaires en assurances en relation avec la distribution d'un Produit d'assurance, ou par le personnel de la Compagnie en cas de vente directe.

Les intermédiaires en assurances sont notamment susceptibles de recevoir une rémunération sous forme de commission d'assurance généralement incluse dans la prime d'assurance en relation avec les contrats qu'il commercialise.

En cas de vente directe, le personnel de la Compagnie est rémunéré sous forme de salaire. Il ne perçoit aucune commission en relation directe avec la vente d'un contrat d'assurance.

Les intermédiaires en assurances et le personnel de la Compagnie sont pas ailleurs susceptibles de percevoir toute autre forme de rémunération, sous la forme d'avantages monétaires ou non monétaires, sous réserve du respect du principe général visé ci-dessus.

Article 4 : Incitations (uniquement pour les Produits d'investissement fondés sur l'assurance)

« **Incitation** » : tout «frais, commission ou avantage monétaire ou non monétaire versés ou reçus par les entreprises ou intermédiaires en assurance en relation **avec la distribution d'un produit d'investissement fondé sur l'assurance** ou la fourniture d'un service annexe, à toute partie ou par elle, à l'exclusion du client ou de la personne agissant au nom du client ».

La Compagnie s'engage à mettre en œuvre et à maintenir **des procédures organisationnelles appropriées** pour s'assurer qu'aucune incitation, ou que le système d'incitations qu'elle paie ou reçoit en relation avec la distribution d'un produit d'assurance ne conduise **i)** ni à un effet préjudiciable sur la qualité du service fourni aux clients, **ii)** ni à l'empêcher à l'instar de ses agents et autres intermédiaire en assurances de respecter son obligation d'agir avec honnêteté, loyauté et professionnalité et au mieux des intérêts des clients (Preneurs d'assurance, assurés ou bénéficiaires).

Les informations sur l'ensemble des frais et coûts liés à la distribution du produit d'assurance, y compris les coûts du conseil, sont fournies au Client potentiel en temps utile avant la conclusion du Contrat sous une forme agrégée dans le Document d'information Clé relatif au Produit. Si Le Client le demande, la Compagnie peut fournir une ventilation de ces frais par poste, y compris le montant des commissions versées à l'intermédiaire en assurances.

Article 5 : Protection des données à caractère personnel

Le responsable du traitement

La Compagnie AXA Assurances Luxembourg S.A respectivement AXA Assurances Vie Luxembourg S.A. est responsable du traitement des données à caractère personnel qui lui sont communiquées dans le cadre de la souscription/de l'adhésion au contrat d'assurance ou ultérieurement dans le cadre de l'exécution du contrat d'assurance. Elle a désigné un Délégué à la protection des données spécialement en charge de l'ensemble des questions relatives à la protection des données au sein de la Compagnie.

Le traitement des données à caractère personnel ou données personnelles

Le traitement des données personnelles désigne généralement l'ensemble des opérations effectuées par la Compagnie ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Toutes les données à caractère personnel seront traitées conformément à la loi luxembourgeoise et à la réglementation européenne applicables concernant la protection de la personne à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

Les personnes concernées

La Compagnie pourra traiter les données personnelles des personnes concernées ou catégories de personnes concernées suivantes :

- **les personnes intéressées au contrat d'assurance** : notamment les preneurs d'assurance, les assurés ou affiliés, les bénéficiaires, les ayants droits, les tiers, les héritiers, les tuteurs, les curateurs, les conducteurs, etc...
- **les intervenants au contrat** : notamment les intermédiaires en assurance (agents d'assurance, courtiers en assurance, intermédiaires à titre accessoire), les gestionnaires, les prestataires (experts, médecins, avocats, etc...).

La présente liste n'est pas exhaustive. Seul le registre de la Compagnie fait foi.

Les catégories des données à caractère personnel

La Compagnie pourra traiter toutes les données généralement nécessaires et pertinentes à l'appréciation du risque, à l'évaluation du préjudice, ou à la bonne exécution des finalités du traitement, et notamment, en fonction de la nature du contrat d'assurance souscrit, les principales catégories de données personnelles suivantes :

- les données d'identification des personnes concernées (identité, état civil, adresse, pays de résidence fiscal, numéro fiscal, nationalité, etc...
- les données complémentaires relatives à la situation personnelle, familiale, économique et financière du preneur d'assurance et/ou de l'assuré/affilié, les données relatives à ses habitudes de vie (activités sportives, loisirs, déplacements, etc...) ainsi que celles concernant sa situation professionnelle ;
- les données sensibles concernant la santé physique et/ou mentale de l'assuré/affilié ;

La présente liste n'est pas exhaustive. Seul le registre de la Compagnie fait foi.

Finalités et base juridique du traitement

Finalités (*liste non exhaustive - seul le registre de la Compagnie fait foi*)

Les données à caractère personnel sont collectées et traitées notamment aux fins de :

- l'analyse des besoins et exigences des clients ;
- l'appréciation des risques ;
- la préparation, la conclusion et la gestion des contrats ;
- l'exécution des contrats ;
- le règlement des sinistres ;
- la prévention de la fraude ;
- l'élaboration des statistiques et études actuarielles ;
- la gestion des plaintes, réclamations et contentieux ;
- la gestion des clients et la prospection commerciale le cas échéant ;
- le respect et l'exécution d'obligations légales au regard des dispositions réglementaires et administratives en vigueur (notamment la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, les prélèvements fiscaux, les reporting réglementaires, ...).

Bases juridiques du traitement :

Le traitement des données à caractère personnel pour les finalités décrites ci-dessus est fondé sur au moins l'une des bases juridiques suivantes :

- le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat d'assurance auquel les personnes concernées sont parties ou intervenantes, ou bien à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de la ou des personnes concernées ;
- le traitement est nécessaire au respect des obligations légales auxquelles la Compagnie est soumise ;
- le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux des personnes concernées ou d'une autre personne physique ;
- le consentement dans les cas précisés ci-dessous.

Le consentement de la personne concernée est en outre requis s'agissant :

- du traitement des données relatives à la santé de la personne concernée pour l'ensemble des finalités décrites ci-dessus ;
- du traitement des données à des fins de prospection commerciale.

Destinataires ou catégories de destinataires des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel pourront être transmises aux catégories de personnes suivantes, dans les strictes limites et conditions fixées par la loi luxembourgeoise consacrant le secret des assurances (*cf. article 300 de la loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances*) :

- les intermédiaires en assurances (agents d'assurance, courtiers en assurance et intermédiaires à titre accessoire) et autres partenaires de la Compagnie ;
- les prestataires de services et sous-traitants de la compagnie, dans la limite nécessaire à l'exécution des tâches qui leur sont confiées ;
- les autres entités du groupe d'assurance auquel appartient la Compagnie ;
- le ou les réassureurs de la Compagnie, les commissaires aux comptes et auditeurs ;

- les personnes intervenant au contrat d'assurance telles que les avocats, experts, médecins conseil, etc... ;
- et plus généralement toute personne ou autorité (administrative, fiscale ou judiciaire) à qui la loi impose ou autorise la transmission de données à caractère personnel, dans les conditions et limites prescrites par la loi.

La présente liste n'est pas exhaustive. Seul le registre de la Compagnie fait foi.

Transfert de données hors Union Européenne

Les données à caractère personnel sont susceptibles d'être transférées vers un pays situé en dehors de l'Union Européenne dans les cas autorisés suivants, et dans les strictes limites et conditions fixées par la loi luxembourgeoise consacrant le secret des assurances :

- le transfert est réalisé à destination d'un pays assurant un niveau de protection adéquat tel que visé par la Commission Européenne ou ainsi évalué par une autorité compétente ;
- le transfert est encadré par les clauses contractuelles types adoptées par la Commission Européenne ;
- le transfert est effectué à une entité du Groupe AXA ayant signé les règles d'entreprise contraignantes qui garantissent un niveau de protection suffisant ;
- le transfert est autorisé au regard de l'une des exceptions posées par l'article 49 du règlement européen sur la protection des données (notamment en cas de consentement exprès de la personne concernée, pour l'exécution des contrats d'assurance, pour la sauvegarde de la vie humaine, pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice).

Seules peuvent être transférées les données pertinentes au regard de la finalité poursuivie par le transfert.

Afin de garantir un traitement légitime des données à caractère personnel, la Compagnie s'engage avant tout transfert ou sur simple demande des personnes concernées, à apporter une information complète sur la finalité, la nature des données, et le ou les pays destinataires.

Sous-traitance de certaines opérations de traitement à l'étranger

Conformément aux principes décrits ci-avant, et dans le respect des conditions et limites prévues par la loi sur le secteur des assurances, vous êtes informés que la Compagnie peut sous-traiter à des prestataires externes ou intra-groupes, les services et opérations de traitement suivantes :

- Le filtrage des bases de noms clients (candidats preneurs, assurés et bénéficiaires) au regard des listes de surveillance mises en place dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, conformément aux obligations légales incombant à la Compagnie.
 - Type de prestataires : compagnies intra-groupe
 - Type de données fournies aux prestataires : les données d'identification personnelles des personnes concernées
 - Pays d'établissement des prestataires : intra-groupe (France et Belgique) et hors Union Européenne (Inde)
- La gestion des sinistres AXA Assistance (candidats preneurs, assurés et bénéficiaires)
 - Type de prestataires : compagnies intra-groupe
 - Type de données fournies aux prestataires : les données d'identification personnelles des personnes concernées ainsi que les données nécessaires à la gestion du sinistre
 - Pays d'établissement des prestataires : intra-groupe (partout dans le monde)

- La gestion des remboursements de soins de santé (candidats preneurs, assurés et bénéficiaires)
 - Type de prestataires : compagnie externe
 - Type de données fournies aux prestataires : les données d'identification personnelles des personnes concernées ainsi que les données médicales strictement nécessaires à la gestion du remboursement
 - Pays d'établissement des prestataires : Portugal

La sous-traitance des opérations décrites ci-dessus est toujours subordonnée à la signature par chaque prestataire d'un accord de confidentialité concernant les données personnelles auxquelles il a accès.

Prestataires externes relatifs aux prestations de services Informatiques

Afin d'assurer une continuité et un haut niveau de services, les Compagnies ont ou peuvent être amenées à faire appel à des prestataires de services informatiques externes. Ces prestations de services informatiques ne concernent pas des prestations assurantielles (par ex. gestion de sinistres, prestations d'assistance, etc.)

Les Compagnies peuvent notamment avoir recours à des services d'infrastructure, de cloud computing (Infrastructure et/ou Software) ou à des prestataires informatiques utilisant entre autre des services de cloud computing. Dans ce cas et afin d'assurer le plus haut degré de confidentialité, les Compagnies ont choisi d'encrypter les données et de conserver la clef d'encryption au Luxembourg afin qu'aucun accès aux données ne soit possible par le prestataire. En sus, un accord a été signé par le prestataire afin de garantir le respect de la confidentialité.

Par prestation de services informatiques, il est entendu que les Compagnies conservent la responsabilité de l'ensemble des processus et que la prestation n'entraîne aucune des conséquences suivantes : baisse de qualité du système de gouvernance, accroissement du risque opérationnel, impossibilité pour l'autorité de surveillance de vérifier que l'entreprise concernée se conforme à ses obligations ou compromission du niveau de services des preneurs d'assurance.

Toute modification ultérieure en relation avec la sous-traitance des opérations décrites ci-dessus ou tout nouveau transfert de données à destination d'un sous-traitant situé à l'étranger qui serait rendu nécessaire au regard de la finalité du traitement, fera l'objet d'une communication écrite de la part de la Compagnie, soit par voie d'addendum aux Conditions Générales, soit par voie de notification séparée, conformément aux principes généraux de communication évoqués ci-dessus.

Registre des données à caractère personnel :

La Compagnie tient à jour un registre dressant la liste des personnes concernées, les catégories de données à caractère personnel objet du traitement, les destinataires et catégories de destinataires, ainsi que les finalités du traitement. En cas de discordance entre les dispositions de la présente clause et le contenu du registre, ce dernier fait foi.

Durée de conservation des données

Les données à caractère personnel seront conservées par la Compagnie sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pour toute la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées. De façon générale, elles seront conservées le temps nécessaire pour permettre à la Compagnie de se conformer à ses obligations légales, de respecter les délais de prescription qui résultent des lois applicables, et plus généralement de constater, exercer ou défendre ses droits en justice.

La Compagnie prendra les mesures nécessaires pour garantir la sécurité du traitement des données à caractère personnel.

Droit des personnes concernées

Les personnes concernées disposent du droit d'accéder à leurs données personnelles, de demander leur rectification ou dans certaines conditions leur effacement, la limitation de leur traitement ainsi que leur portabilité.

a. Droit d'accès et de modification

Toute personne concernée dispose auprès de la Compagnie d'un droit d'accès à ses données personnelles ainsi que le rappel de l'ensemble des informations suivantes : les finalités du traitement, les catégories de données personnelles concernées ; les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données ont été ou seront communiquées, la durée de conservation des données, ainsi que l'ensemble des droits de la personne concernée relativement à ces données.

La Compagnie vérifiera toujours l'identité de la personne demandant l'accès à ses données avant de donner suite à une demande.

Toute personne concernée a en outre la possibilité, dans les meilleurs délais, de demander la rectification de données qui s'avéreraient inexactes ou bien faire compléter des données incomplètes.

La Compagnie s'assurera de communiquer les données souhaitées ou de faire procéder à la modification souhaitée dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le droit d'accès et/ou de modification est en principe gratuit pour les personnes concernées sauf si cela représente une charge trop importante pour la Compagnie auquel cas un paiement pourra être exigé.

b. Droit de révocation du consentement

Toute personne qui a expressément consenti au traitement de ses données personnelles, notamment dans les cas visés au point relatif aux « bases juridiques du traitement », a la possibilité de retirer ce consentement à tout moment. Le retrait du consentement n'a pas d'effet rétroactif et ne remet pas en cause le traitement fondé sur le consentement effectué avant ce retrait.

c. Droit à l'oubli

Toute personne concernée a la possibilité d'obtenir de la Compagnie, dans les meilleurs délais, l'effacement des données la concernant lorsque :

- Les données collectées ne sont plus nécessaires au regard des finalités du traitement ;
- La personne concernée retire le consentement sur lequel était fondé le traitement (et il n'existe plus aucun autre fondement juridique au traitement des données) ;
- L'effacement est nécessaire pour respecter une obligation légale incombant à la Compagnie.

La Compagnie notifiera à la personne concernée tout effacement de données à caractère personnel.

d. Droit à la limitation du traitement

Toute personne concernée peut demander à ce que le traitement de ses données personnelles soit limité dans les cas suivants :

- La personne concernée conteste l'exactitude des données la concernant et demande la suspension du traitement pour permettre au responsable du traitement de vérifier la qualité des données ;
- La personne concernée ne souhaite pas voir ses données supprimées mais simplement restreindre leur utilisation ;
- Les données sont obsolètes mais sont nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de ses droits en justice.

La Compagnie notifiera à la personne concernée toute limitation de ses données personnelles.

e. Droit à la portabilité des données

Toute personne concernée a le droit de recevoir les données à caractère personnel la concernant dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et a le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement sans que la Compagnie ne puisse s'y opposer.

Elle peut également demander à ce que ses données personnelles soient transmises directement par la Compagnie à un autre responsable du traitement, lorsque cela est techniquement possible.

f. Exercice des droits

Toute personne concernée peut exercer ces droits en adressant à la Compagnie, à l'attention du Délégué à la Protection des données personnelles, soit une demande écrite, datée et signée, accompagnée d'une copie recto verso de sa pièce d'identité en cours de validité, soit un courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@axa.lu.

Réclamation

Toute réclamation en relation avec le traitement des données à caractère personnel peut être adressée à la **Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPD)**, Service des Plaintes, 15 Boulevard du Jazz L-4370 Belvaux.

Votre interlocuteur AXA



Retrouvez l'ensemble de vos services
et documents contractuels
sur **MyAXA** via axa.lu

AXA vous répond sur

